GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:

Trois Mois, 18 Francs. Six Mois, 36 Francs. L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PAIS, 2. au coin du quai de l'Horloge, à Paris. (Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). Bulletin: Communauté; constitution de dot; pouvoir du mari. — Enregistrement; transaction; cession; droit de mutation. — Enseigne; propriété de noms. — Cour de cassation (ch. civ.): Expropriation pour utilité publique; chemins vicinaux. — Expropriation pour utilité publique; plans parcellaires; indemnités en argent. — Expropriation pour utilité publique; indemnité en argent. — Expropriation pour utilité publique. — Cour royale de Rennes. JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises du Rhône: Homicide. — Cour d'assises de la Gironde: Assassinat. QUESTIONS DIVERSES. CHAMBRE DES DÉPUTÉS. CHRONIQUE. — Paris: Responsabilité de notaire; M. Delamotte et le sieur Bourguin. — Les sonnettes d'un journal. — Adultère; complicité. — Art divinatoire. — Blessure grave. — Etranger. Suisse (Berne): Introduction du Code de commerce français.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes). (Présidence de M. Zangiacomi.)

Bulletin du 2 janvier.

COMMUNAUTÉ. — CONSTITUTION DE DOT. — POUVOIR DU MARI. Le mari peut-il donner, par contrat de mariage, la totalité de la communauté à l'enfant commun, sans le concours de la femme? La clause contractuelle par laquelle un père donne à son enfant, du vivant de la mère et en présence de celle-ci au contrat de mariage, la totalité de ses biens présents et à venir, comprend-elle l'universalité de la communauté? La Cour royale de Montpellier (arrêt du 21 avril 1842) avait jugé en droit que l'universalité des biens de la communauté est dans la libre disposition du mari, lorsqu'il s'agit d'établir et de doter les enfants nés du mariage. Elle avait ensuite décidé, en fait, que par la clause dont il vient d'être parlé, le mari avait suffisamment manifesté l'intention d'user de la plénitude de son droit. Elle avait, en conséquence, jugé qu'au décès du mari la femme n'avait rien à prétendre sur les biens de la communauté. Le pourvoi contre cette décision reprochait à la Cour royale d'avoir donné à l'article 1422 une interprétation extensive, et d'avoir violé, en même temps, l'article 1459, dans lequel, disait-on, on ne voit pas plus que dans ceux qui le précèdent la permission au mari de donner l'universalité des biens de la communauté. Ainsi, ajoutait-on, quand il serait vrai que la Cour royale ne se serait pas trompée sur l'intention du mari, elle n'en aurait pas moins commis une erreur de droit. M. l'avocat-général fait remarquer que, quand il s'agit d'étrangers à la famille, le mari a la libre disposition de tous les biens de la communauté; qu'il peut les aliéner à titre onéreux, et les hypothéquer sans le concours de la femme (art. 1421); qu'à l'égard des enfants nés du mariage, l'aliénation totale lui en est également permise, à titre gratuit (art. 1421, 1422, 1423 et 1439 combinés), parce que le mari est considéré par la loi comme l'interprète de l'affection de sa femme envers les enfants communs. M. l'avocat-général ne trouve dans la loi qu'une exception à ce dernier principe, c'est lorsque la disposition est faite par acte de dernière volonté (art. 1425). La donation, en ce cas, ne peut excéder la part du mari dans la communauté. Pourquoi cette différence, se demande M. l'avocat-général? C'est, dit-il, parce qu'au décès du mari, époque où doit s'exécuter la disposition testamentaire, la femme est saisie de sa part dans la communauté, et qu'il ne peut dépendre du mari de faire des libéralités aux dépens de sa femme. D'où M. l'avocat-général a conclu que l'arrêt attaqué, en jugeant dans l'espèce que le mari avait pu donner à sa fille, en la mariant, la totalité des biens de la communauté, et qu'il l'avait réellement donnée, loin de violer la loi, se trouvait, en droit, comme en fait, à l'abri de toute censure. Rejet en ce sens, au rapport de M. le conseiller Mastadier. Concl. conf. de M. l'avocat-général Delangle. — Plaidant: M. de Caqueray.

ENREGISTREMENT. — TRANSACTION. — CESSION. — DROIT DE MUTATION. I. Un Tribunal a pu voir dans un acte qualifié transaction, passé entre les héritiers d'un mari et les héritiers de sa femme, une cession immobilière donnant ouverture au droit de mutation de 5 1/2 0/0, si, par l'une des clauses de cet acte, le mari a été reconnu seul propriétaire d'un immeuble qu'un précédent jugement avait considéré comme acquis de communauté. La circonstance que ce jugement était frappé d'appel a pu ne pas arrêter le Tribunal chargé d'apprécier la transaction s'il était pour lui constant que, suivant le contrat de mariage, les immeubles que pourrait acquérir le mari seraient communs avec la femme, mariée d'ailleurs sans communauté. II. Mais, disait-on, en supposant qu'il y eût eu transmission, elle n'a pas été le résultat d'une vente, mais seulement d'un partage, puisque l'immeuble était indivis entre les ayants-droit. C'était donc un simple droit de soulte (4 0/0, au lieu de 5 1/2) qui était à percevoir. On répondait que ce n'était pas la transaction qui avait fait cesser l'indivision; qu'en fait un des héritiers de la femme était resté étranger à l'acte, et que ce n'était que postérieurement qu'il avait cédé ses droits aux héritiers du mari; que jusque-là il n'y avait, à leur égard, qu'une vente ou cession de droits (art. 888 du Code civil), et que c'était avec raison, dès lors, que la stipulation avait été tarifée au droit proportionnel de 5 1/2 0/0. III. Quand le mari s'est reconnu débiteur envers sa femme d'un mobilier estimé 26,000 francs, par exemple, et qu'il ne peut le représenter en nature, il est obligé d'en payer l'estimation. S'il n'en représente qu'une partie, il est également tenu de payer la différence de valeur, d'après l'estimation faite dans le contrat de mariage; et, dans l'un comme dans l'autre cas, l'acte qui le tient quitte de cette obligation donne ouverture au droit de quittance, et non au simple droit de décharge. Rejet en ce sens du pourvoi des époux Jousset et consorts contre un jugement rendu par le Tribunal civil de Nantes, en faveur de l'administration de l'enregistrement. M. Pataille, rapporteur; M. Delangle, avocat-général; conclusions conformes; plaidant, M. Rigaud.

ENSEIGNE. — PROPRIÉTÉ DE NOMS. Un commerçant n'a pas le droit de supprimer certains de ses prénoms et d'en adopter certains autres pour en composer une enseigne commerciale, si cet arrangement a pour but d'induire le public en erreur et de faire une concurrence nuisible contre une maison déjà connue sous la dénomination portée dans cette enseigne, et ayant le droit exclusif d'en faire usage.

La maison Kramer, Dorff et Co, associée de Jean-Georges Charles-Marie-Eugène Farina, exploite à Paris une fabrique d'eau dite de Cologne, dont elle débite elle-même les produits, sous les noms de Jean-Marie Farina, avec l'enseigne Paul Feminis. Le sieur Collas fils, successeur de Jean-Marie-Joseph Farina, fondateur de l'ancienne maison de Paris Jean-Marie Farina, cru avoir à se plaindre d'une usurpation de nom. Il assigna, en conséquence, les sieurs Kramer, Dorff et Co, afin de suppression du nom de Jean-Marie Farina, et de l'enseigne Paul Feminis, de leur devanture de boutique, fabrique, étiquettes, etc., avec dommages et intérêts. Le Tribunal de commerce de la Seine ordonna non la suppression demandée, mais l'inscription sur l'enseigne de la maison Kramer et Co de tous les prénoms qui précèdent, d'après l'acte de naissance, le nom du Farina qu'elle représente et dont elle est l'associée. Il fut constaté que l'omission de ces prénoms avait eu pour objet de la part de la maison Kramer d'induire le public en erreur et de s'emparer, à l'aide d'une méprise, de la clientèle attachée à la maison de Jean-Marie Farina, exploitée par le sieur Collas. Sur l'appel, le jugement fut confirmé, en interdisant en outre à la maison Kramer de faire usage sur ses enseignes du nom et du portrait de Paul Feminis, droit qui appartient exclusivement au sieur Collas. Le pourvoi contre cet arrêt s'appuyait sur la violation de l'art. 544 du Code civil, en ce que la Cour royale aurait défendu au sieur Kramer et Co de prendre, pour son nom commercial, dans la fabrication et le débit de son eau de Cologne, le nom de Jean-Marie Farina, quoique ce nom fut bien celui de son associé. De cette défense il résultait, suivant le demandeur, un excès de pouvoir bien caractérisé. Mais la Cour a rejeté le pourvoi en ces termes: » Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir jugé en fait que le choix que les demandeurs avaient fait dans les noms de leurs commettants, pour en faire l'objet de leurs annonces, avait pour but d'induire le public en erreur, et de nuire aux intérêts du défendeur éventuel, se borne à imposer au demandeur l'obligation d'opérer les changements qui peuvent prévenir cette erreur et empêcher ce préjudice, et que par là la Cour royale de Paris non-seulement n'a violé aucune loi, mais qu'elle a obéi au devoir de prévenir la fraude par tous les moyens qui sont en son pouvoir... — M. Joubert, rapporteur. — Concl. conf. de M. Delangle, avocat-général. — Plaidant: M. Fabre.

noncées par les fidéi-commissaires qui lui ont transmis la propriété avec garantie de toute éviction? (Comtesse Charles de Bondy contre Douglas et héritiers de la Balmondrière et d'Yvoley.)

Le sieur de la Balmondrière, né à l'île de Grenade, et demeurant à l'île Sainte-Lucie (possession anglaise), avait marié en France ses deux filles, en 1819 et 1821, aux barons de Vinzelles et d'Yvoley, et, d'après l'article 6 de leur contrat de mariage, les deux tiers de leur apport et de tout ce qui pouvait leur revenir par succession étaient frappés de dotalité, en un tiers seulement paraphernal. Par testament de 1825, voulant assurer à ses petits-enfants, et par substitution, le capital de sommes importantes, il donna à ces sommes, en vertu de la loi anglaise, des conservateurs assurés à titre de confiance (trustee); ce furent les sieurs Douglas et de la Balmondrière, demeurant en Angleterre, avec pouvoir de les placer en immeubles, et sauf seulement à en compter le revenu à ses deux filles. En 1825, il se rendit en France, et acheta, au nom et comme mandataire de ses fidéi-commissaires, une propriété importante aux environs de Nantes. En 1826, il décéda à Paris, après avoir révoqué le même jour tout testament antérieur, et alors il s'éleva des contestations entre les deux héritières et les fidéi-commissaires sur la validité de ce dernier acte; mais, en attendant, tous reconnurent la nécessité d'aliéner les immeubles, et le 1er août les sieurs et dames de Vinzelles et d'Yvoley promirent de faire vendre la terre de Chassais à Mme la comtesse de Bondy par les fidéi-commissaires, en déclarant que cette terre faisait partie de la succession de leur père et en mentionnant qu'ils en avaient la libre disposition, sauf ce qui résultait de l'article 6 de leur contrat de mariage qui y est rapporté. Le 26 août 1826 l'acte authentique de vente fut rapporté, et à cet acte les fidéi-commissaires apparaissent comme seuls vendeurs, et déclarent garantir la dame de Bondy de toute éviction. Le 19 juin 1829, M^{me} de Vinzelles fit prononcer sa séparation de biens; elle mourut sans enfants le 16 mai 1850, laissant la baronne d'Yvoley pour seule héritière; et celle-ci, gardant le silence jusqu'en 1840, actionna, le 21 octobre, la dame de Bondy en nullité du contrat de 1826, comme se rapportant à des immeubles dotaux. Sur cette assignation, la dame de Bondy appela en garantie les vendeurs Douglas et de la Balmondrière; et, sur ces actions respectives, le Tribunal de Nantes, par jugement du 11 avril 1843, annula pour les deux tiers l'acte de vente de 1826. Sur l'appel, et devant la Cour, M^e Grivard, pour la dame de Bondy, a soutenu que les sieurs Douglas et de la Balmondrière étant seuls propriétaires de la terre aliénée aux termes de leur acte d'acquisition, ils avaient eu seuls le droit de la vendre; et que, si pour plus de sûreté, la dame de Bondy s'était fait remettre une promesse de vente par les héritiers de la Balmondrière, parce que des contestations existaient alors entre ces diverses personnes, cette promesse ne pouvait influer sur la validité du contrat authentique; qu'en tous cas, l'action était prescrite pour n'avoir pas été intentée dans les dix ans qui ont suivi, soit la séparation de biens, soit la mort de la dame de Vinzelles, pour toute la partie afférente à cette dame, et qu'en tous cas la dame de Bondy devait avoir son recours contre ses vendeurs. M^{es} Bidard et Legendard ont ensuite pris la parole pour les héritiers d'Yvoley, et le sieur Douglas et de la Balmondrière. A l'audience du novembre, M. le premier avocat-général Victor Foucher a donné ses conclusions, dont voici le résumé: Il a reconnu aux fidéi-commissaires anglais le droit de vendre les biens situés en France achetés en leur nom par le sieur de la Balmondrière père, parce qu'ils avaient la saisine légale de ces biens, non-seulement en vertu de leur qualité de trustee, mais encore du contrat d'acquisition de 1825; mais ces biens ne reposant en leur possession qu'à titre de fidéi-commis, ils n'en faisaient pas moins partie de la succession de la Balmondrière, ainsi que toutes les parties l'ont reconnu à l'époque du contrat attaqué. Les héritiers l'ont donc reçu à cette époque, ne pouvant, il est vrai, en disposer qu'avec l'agrément des trustee et sous les clauses de leur contrat de mariage; et, comme en France le bien dotal ne peut être aliéné pendant la durée du mariage, et que l'immeuble vendu à la dame de Bondy était, à sa connaissance, frappé de dotalité pour les deux tiers, l'avocat-général a pensé que le jugement devait être confirmé sous ce rapport (art. 1334 et 1360 C. civ., et pour l'application des principes du droit international, art. 3 du C. civ., arrêts de cassat. des 27 fév. 1817, 14 mars 1857 et 3 juillet 1842). Sur la question de prescription, le magistrat a dit que la mort de M^{me} de Vinzelles n'avait pu la faire commencer, parce qu' aussitôt le bien était passé entre les mains de M^{me} d'Yvoley, aussi frappée de dotalité, également pour les deux tiers. Quant au point de savoir si elle avait pu commencer à courir à partir de la séparation de biens, il a admis cette thèse en principe (articles 1504, 1560, 1561), tout en admettant l'opinion de Toullier (titre XIV, page 277, numéro 253), qui soutient à tort que la dotalité cesse par la séparation de biens, puisque la séparation de biens ne fait que rendre à la femme l'administration de ses propres (article 1449 du Code civil), et ce qui lui permet seulement de faire rentrer ceux illicite aliénés sous l'administration du mari. Autre chose est le droit d'aliéner et le droit d'actionner (voir Massol, Séparation de Corps, pages 222 et 225; Montpellier, 22 juin 1819; Rouen, 18 novembre 1825; cassation, 11 juillet 1826 et 17 novembre 1853). Mais pour que la femme puisse actionner, en vertu de l'article 1561, il faut que l'action ne puisse réfléchir sur son mari (art. 2256); car la loi n'a pas voulu que l'action du tiers évincé contre le mari put troubler l'harmonie du mariage. (V. Troplong, Prescrip., n° 768-769; Duranton, t. XXI, n° 506.) Or, si, dans l'espèce, le mari ne pouvait être condamné à des dommages-intérêts, parce qu'il a fait connaître la qualité dotalité de l'immeuble dans le contrat (art. 1560), il est au moins tenu de la restitution du prix qui n'a pas profité à la femme, puisque partie au contrat il s'en est rendu garant. (V. Troplong, Prescrip., n° 771; Toullier, t. XIV, p. 260; arrêts de cassation du 11 juillet 1826, 18 mai 1850, 3 août 1855, 17 novembre 1853.) Sur les questions de restitution des fruits, M. l'avocat-général a demandé que les fruits fussent restitués à partir du jour où la dame d'Yvoley aurait dû commencer à en jouir, c'est-à-dire du jour du décès de son mari, puisque la dame de Bondy avait connu le vice de son contrat (V. art. 350 C. civ., arrêt du 23 avril 1842); mais qu'ils fussent compensés avec les intérêts du prix qui devait être restitué à la dame de Bondy pour toute la partie dont elle serait évincée, car la chose et le prix ne peuvent à la fois retourner et profiter à ceux qui, par une fraude condamnable, ont fait et promis de vendre un bien dont ils savaient qu'ils n'avaient pas la libre disposition. (V. Toullier, t. XIV, p. 259.) Le ministère public a également admis qu'argumentant par analogie des articles 1675 et 2087 du Code civil, que la dame de Bondy devait être maintenue sur la détention des biens évincés jusqu'à remboursement des condamnations prononcées contre elle, et à ce que son action en garantie fut admise contre ses vendeurs (articles 1154 et 1626 du Code civil), surtout dans les circonstances de la cause.

Le Tribunal de commerce de la Seine ordonna non la suppression demandée, mais l'inscription sur l'enseigne de la maison Kramer et Co de tous les prénoms qui précèdent, d'après l'acte de naissance, le nom du Farina qu'elle représente et dont elle est l'associée. Il fut constaté que l'omission de ces prénoms avait eu pour objet de la part de la maison Kramer d'induire le public en erreur et de s'emparer, à l'aide d'une méprise, de la clientèle attachée à la maison de Jean-Marie Farina, exploitée par le sieur Collas. Sur l'appel, le jugement fut confirmé, en interdisant en outre à la maison Kramer de faire usage sur ses enseignes du nom et du portrait de Paul Feminis, droit qui appartient exclusivement au sieur Collas. Le pourvoi contre cet arrêt s'appuyait sur la violation de l'art. 544 du Code civil, en ce que la Cour royale aurait défendu au sieur Kramer et Co de prendre, pour son nom commercial, dans la fabrication et le débit de son eau de Cologne, le nom de Jean-Marie Farina, quoique ce nom fut bien celui de son associé. De cette défense il résultait, suivant le demandeur, un excès de pouvoir bien caractérisé. Mais la Cour a rejeté le pourvoi en ces termes: » Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir jugé en fait que le choix que les demandeurs avaient fait dans les noms de leurs commettants, pour en faire l'objet de leurs annonces, avait pour but d'induire le public en erreur, et de nuire aux intérêts du défendeur éventuel, se borne à imposer au demandeur l'obligation d'opérer les changements qui peuvent prévenir cette erreur et empêcher ce préjudice, et que par là la Cour royale de Paris non-seulement n'a violé aucune loi, mais qu'elle a obéi au devoir de prévenir la fraude par tous les moyens qui sont en son pouvoir... — M. Joubert, rapporteur. — Concl. conf. de M. Delangle, avocat-général. — Plaidant: M. Fabre.

COUR DE CASSATION (chambre civile). (Présidence de M. le premier président Portalis.)

Bulletin du 2 janvier.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — CHEMINS VICINAUX. En matière d'expropriation nécessaire par les travaux relatifs aux chemins vicinaux, le jugement doit, à peine de nullité, viser la délibération du conseil général prise en vertu de l'article 7 de la loi du 21 mai 1836. Ainsi jugé au rapport de M. Renouard; cassation d'un jugement du Tribunal de Vire du 7 juin 1843. (Plaidant, M. Mandaroux-Vertamy, affaire de Pontavice); conclusions conformes de M. Pascalis, avocat-général.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — PLANS PARCELLAIRES. — INDEMNITÉS EN ARGENT. 1° Est nulle la décision d'un jury d'expropriation pour utilité publique, lorsqu'il ne résulte pas du procès-verbal que les plans parcellaires aient été mis sous les yeux du jury. (Article 57, loi du 3 mai 1841.) La Cour, par arrêt du 24 mars 1841, avait décidé que la partie qui poursuit l'expropriation ne peut se prévaloir du défaut de dépôt de plans parcellaires. Dans l'espèce actuelle, le moyen de nullité était invoqué par la partie qui subissait l'expropriation, et à laquelle, dès lors, l'inaccomplissement de la formalité ne pouvait être imputé. 2° La décision d'un jury d'expropriation doit, à peine de nullité, fixer en totalité, en argent, l'indemnité due à l'exproprié; elle ne peut fixer l'indemnité, partie en argent et partie en travaux à faire par l'administration, ou en matériaux à reprendre par l'exproprié (art. 53, loi du 3 mai 1841.) La jurisprudence de la Cour de cassation est depuis longtemps fixée sur ce point (V. arrêt du 3 juillet 1843). Elle n'admet d'exception que pour le cas où l'exproprié consent à ce que l'indemnité soit déterminée de cette manière. Cassation d'une décision du jury de Milhau. (Rapporteur, M. Gillon; conclusions conformes, M. Pascalis, Plaidants, M. Caqueray. — Affaire Maury-Ricord.)

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — INDEMNITÉ EN ARGENT. L'indemnité due à l'exproprié doit être fixée en totalité en argent; elle ne peut consister, sauf le consentement de l'exproprié, partie en argent, partie en matériaux à reprendre par l'exproprié. C'est ce qui avait déjà été décidé dans l'affaire qui précède. Cassation d'une décision du jury de la Seine du 20 octobre 1845. (Rapporteur, M. Tarbé; conclusions conformes de M. Pascalis, avocat-général. Plaidants: M^{es} Jousset et Fichet.)

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. Rejet pour défaut de production dans la quinzaine (art. 20, loi du 3 mai 1841) des pièces à fournir par l'exproprié, et défaut de consignation d'amende. (Affaire Loy). Rapporteur, M. Gillon; conclusions conformes de M. Pascalis, M^{es} Moreau, avoc.

COUR ROYALE DE RENNES (1^{re} chambre). (Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. de Kerbertin, premier président. Audiences des 27 et 29 novembre 1843.

La vente consentie par un fidéi-commissaire anglais (trustee) d'un immeuble situé en France doit-elle être régie par la loi française ou par la loi anglaise? L'acte de vente d'un immeuble que l'acquéreur savait être dotal au moment de son acquisition, et n'être en possession des propriétaires apparents qu'à titre de fidéi-commis, doit-il être annulé? L'action en nullité de l'acte de vente d'un immeuble dotal est-elle prescriptible faute d'avoir été exercée dans les dix ans de la séparation de biens, lorsque le mari a figuré comme coauteur avec sa femme dans le contrat de vente? Depuis quelle époque l'acquéreur doit-il rapporter les fruits? Le prix et les impenses doivent-ils être remboursés à l'acquéreur évincé, et peut-il être maintenu sur la détention des biens jusqu'à remboursement? L'acquéreur doit-il être mis aux lieux et place des précédents vendeurs pour la partie du prix qu'il leur a payée au profit de la femme? L'acquéreur peut-il aussi être garanti des condamnations pro-

noncées par les fidéi-commissaires qui lui ont transmis la propriété avec garantie de toute éviction? (Comtesse Charles de Bondy contre Douglas et héritiers de la Balmondrière et d'Yvoley.)

Le sieur de la Balmondrière, né à l'île de Grenade, et demeurant à l'île Sainte-Lucie (possession anglaise), avait marié en France ses deux filles, en 1819 et 1821, aux barons de Vinzelles et d'Yvoley, et, d'après l'article 6 de leur contrat de mariage, les deux tiers de leur apport et de tout ce qui pouvait leur revenir par succession étaient frappés de dotalité, en un tiers seulement paraphernal. Par testament de 1825, voulant assurer à ses petits-enfants, et par substitution, le capital de sommes importantes, il donna à ces sommes, en vertu de la loi anglaise, des conservateurs assurés à titre de confiance (trustee); ce furent les sieurs Douglas et de la Balmondrière, demeurant en Angleterre, avec pouvoir de les placer en immeubles, et sauf seulement à en compter le revenu à ses deux filles. En 1825, il se rendit en France, et acheta, au nom et comme mandataire de ses fidéi-commissaires, une propriété importante aux environs de Nantes. En 1826, il décéda à Paris, après avoir révoqué le même jour tout testament antérieur, et alors il s'éleva des contestations entre les deux héritières et les fidéi-commissaires sur la validité de ce dernier acte; mais, en attendant, tous reconnurent la nécessité d'aliéner les immeubles, et le 1er août les sieurs et dames de Vinzelles et d'Yvoley promirent de faire vendre la terre de Chassais à Mme la comtesse de Bondy par les fidéi-commissaires, en déclarant que cette terre faisait partie de la succession de leur père et en mentionnant qu'ils en avaient la libre disposition, sauf ce qui résultait de l'article 6 de leur contrat de mariage qui y est rapporté. Le 26 août 1826 l'acte authentique de vente fut rapporté, et à cet acte les fidéi-commissaires apparaissent comme seuls vendeurs, et déclarent garantir la dame de Bondy de toute éviction. Le 19 juin 1829, M^{me} de Vinzelles fit prononcer sa séparation de biens; elle mourut sans enfants le 16 mai 1850, laissant la baronne d'Yvoley pour seule héritière; et celle-ci, gardant le silence jusqu'en 1840, actionna, le 21 octobre, la dame de Bondy en nullité du contrat de 1826, comme se rapportant à des immeubles dotaux. Sur cette assignation, la dame de Bondy appela en garantie les vendeurs Douglas et de la Balmondrière; et, sur ces actions respectives, le Tribunal de Nantes, par jugement du 11 avril 1843, annula pour les deux tiers l'acte de vente de 1826. Sur l'appel, et devant la Cour, M^e Grivard, pour la dame de Bondy, a soutenu que les sieurs Douglas et de la Balmondrière étant seuls propriétaires de la terre aliénée aux termes de leur acte d'acquisition, ils avaient eu seuls le droit de la vendre; et que, si pour plus de sûreté, la dame de Bondy s'était fait remettre une promesse de vente par les héritiers de la Balmondrière, parce que des contestations existaient alors entre ces diverses personnes, cette promesse ne pouvait influer sur la validité du contrat authentique; qu'en tous cas, l'action était prescrite pour n'avoir pas été intentée dans les dix ans qui ont suivi, soit la séparation de biens, soit la mort de la dame de Vinzelles, pour toute la partie afférente à cette dame, et qu'en tous cas la dame de Bondy devait avoir son recours contre ses vendeurs. M^{es} Bidard et Legendard ont ensuite pris la parole pour les héritiers d'Yvoley, et le sieur Douglas et de la Balmondrière. A l'audience du novembre, M. le premier avocat-général Victor Foucher a donné ses conclusions, dont voici le résumé: Il a reconnu aux fidéi-commissaires anglais le droit de vendre les biens situés en France achetés en leur nom par le sieur de la Balmondrière père, parce qu'ils avaient la saisine légale de ces biens, non-seulement en vertu de leur qualité de trustee, mais encore du contrat d'acquisition de 1825; mais ces biens ne reposant en leur possession qu'à titre de fidéi-commis, ils n'en faisaient pas moins partie de la succession de la Balmondrière, ainsi que toutes les parties l'ont reconnu à l'époque du contrat attaqué. Les héritiers l'ont donc reçu à cette époque, ne pouvant, il est vrai, en disposer qu'avec l'agrément des trustee et sous les clauses de leur contrat de mariage; et, comme en France le bien dotal ne peut être aliéné pendant la durée du mariage, et que l'immeuble vendu à la dame de Bondy était, à sa connaissance, frappé de dotalité pour les deux tiers, l'avocat-général a pensé que le jugement devait être confirmé sous ce rapport (art. 1334 et 1360 C. civ., et pour l'application des principes du droit international, art. 3 du C. civ., arrêts de cassat. des 27 fév. 1817, 14 mars 1857 et 3 juillet 1842). Sur la question de prescription, le magistrat a dit que la mort de M^{me} de Vinzelles n'avait pu la faire commencer, parce qu' aussitôt le bien était passé entre les mains de M^{me} d'Yvoley, aussi frappée de dotalité, également pour les deux tiers. Quant au point de savoir si elle avait pu commencer à courir à partir de la séparation de biens, il a admis cette thèse en principe (articles 1504, 1560, 1561), tout en admettant l'opinion de Toullier (titre XIV, page 277, numéro 253), qui soutient à tort que la dotalité cesse par la séparation de biens, puisque la séparation de biens ne fait que rendre à la femme l'administration de ses propres (article 1449 du Code civil), et ce qui lui permet seulement de faire rentrer ceux illicite aliénés sous l'administration du mari. Autre chose est le droit d'aliéner et le droit d'actionner (voir Massol, Séparation de Corps, pages 222 et 225; Montpellier, 22 juin 1819; Rouen, 18 novembre 1825; cassation, 11 juillet 1826 et 17 novembre 1853). Mais pour que la femme puisse actionner, en vertu de l'article 1561, il faut que l'action ne puisse réfléchir sur son mari (art. 2256); car la loi n'a pas voulu que l'action du tiers évincé contre le mari put troubler l'harmonie du mariage. (V. Troplong, Prescrip., n° 768-769; Duranton, t. XXI, n° 506.) Or, si, dans l'espèce, le mari ne pouvait être condamné à des dommages-intérêts, parce qu'il a fait connaître la qualité dotalité de l'immeuble dans le contrat (art. 1560), il est au moins tenu de la restitution du prix qui n'a pas profité à la femme, puisque partie au contrat il s'en est rendu garant. (V. Troplong, Prescrip., n° 771; Toullier, t. XIV, p. 260; arrêts de cassation du 11 juillet 1826, 18 mai 1850, 3 août 1855, 17 novembre 1853.) Sur les questions de restitution des fruits, M. l'avocat-général a demandé que les fruits fussent restitués à partir du jour où la dame d'Yvoley aurait dû commencer à en jouir, c'est-à-dire du jour du décès de son mari, puisque la dame de Bondy avait connu le vice de son contrat (V. art. 350 C. civ., arrêt du 23 avril 1842); mais qu'ils fussent compensés avec les intérêts du prix qui devait être restitué à la dame de Bondy pour toute la partie dont elle serait évincée, car la chose et le prix ne peuvent à la fois retourner et profiter à ceux qui, par une fraude condamnable, ont fait et promis de vendre un bien dont ils savaient qu'ils n'avaient pas la libre disposition. (V. Toullier, t. XIV, p. 259.) Le ministère public a également admis qu'argumentant par analogie des articles 1675 et 2087 du Code civil, que la dame de Bondy devait être maintenue sur la détention des biens évincés jusqu'à remboursement des condamnations prononcées contre elle, et à ce que son action en garantie fut admise contre ses vendeurs (articles 1154 et 1626 du Code civil), surtout dans les circonstances de la cause.

Sur ces conclusions, la Cour a rendu l'arrêt suivant: « Considérant que, nonobstant les apparences du contrat du 26 mai 1825, la terre de Chassais était devenue, en vertu de cet acte, la propriété du sieur de la Balmondrière, aïeul des intimés principaux, dont le sieur Douglas et la dame de la Balmondrière, figurant comme acheteurs, n'étaient que les prête-noms; » Considérant que si lesdits sieur Douglas et dame de la Balmondrière figurent encore comme vendeurs dans le contrat du 30 août 1826, qui transféra cette terre à M^{me} de Bondy, ce fut tant pour ne pas trancher les difficultés déjà élevées entre eux et le sieur Philibert de la Balmondrière d'une part et les enfants de Guillaume de la Balmondrière, alors décédé, sur le point de savoir si le testament de celui-ci, en date du 25 avril 1826, avait valablement rapporté son précédent testament du 6 mai 1825, qui nommait le sieur Douglas et le sieur Joseph de la Balmondrière ses trustee ou fidéi-commissaires, que parce que d'ailleurs, ainsi qu'on l'a déjà fait observer, lesdits Douglas et dame de la Balmondrière étaient propriétaires apparents par suite de l'acte d'acquisition du 26 mai 1825; » Considérant que la dame de Bondy, qui connaissait parfaitement l'état des choses, ainsi que le prouvent les pièces mêmes produites par elle, savait bien qu'en réalité elle achetait la terre de Chassais des sieur et dame d'Yvoley, genre et fille du sieur Guillaume de la Balmondrière, qui lui avaient assuré cette vente par une promesse en date du 1^{er} août 1826; » Considérant que la dame de Bondy n'ignorait pas ce à quoi elle s'exposait en faisant cette acquisition; » Considérant qu'à la mort de Guillaume de la Balmondrière, la terre de Chassais devenait le propre des dames de Vinzelles et d'Yvoley, ses filles, bien que celles-ci n'en aient pas payé le droit de mutation, circonstance expliquée par le titre de propriétaires apparents des sieurs Douglas et dame de la Balmondrière, et qui ne peut profiter à la dame de Bondy; » Considérant qu'il appert de leurs contrats de mariage, en date des 4 février 1819 et 10 juillet 1821, que ces dames étaient mariées sous le régime dotal, à l'exception toutefois du tiers de leur bien, qui, comme paraphernal, restait à leur disposition; » Considérant que de cette convention résultait que la terre en litige, en passant par leurs mains, était une propriété dotal pour les deux tiers; » En droit, » Considérant qu'aux termes des articles 1334, 1360, 2253 du Code civil, l'immeuble dotal ne peut être valablement aliéné pendant l'existence du mariage, même du consentement des deux époux, sauf les cas d'exception établis aux articles 1353, 1356, 1357, 1358 et 1359; » Considérant que l'empire de cette règle, qui a pour but de protéger la femme contre sa propre faiblesse, et le mari contre son entraînement ou ses goûts de dissipation, dure aussi longtemps que le mariage lui-même, et ne cesse pas par la séparation de biens (articles 1334 et 1360); » Considérant que si, au mépris de ces principes, l'immeuble dotal est aliéné pendant le mariage, soit par le mari seul, soit par la femme seule, soit par le concours de l'un et de l'autre, la vente est nulle aux yeux de la loi; » Considérant que si, à la différence du cas où le mari a vendu seul, l'action en revendication ouverte à la femme ou à ses héritiers dans les autres hypothèses ne dure pas trente ans, mais seulement dix ans (art. 1304 du Code civil), la prescription de cette action en nullité ne court pas non plus pendant le mariage (art. 1360); » Considérant qu'à la vérité la femme peut intenter cette action à partir de la séparation de biens prononcée entre elle et son mari (art. 1360), mais que ce droit purement facultatif n'autorise pas l'acheteur à se prévaloir dès lors de la prescription, parce que la loi, dans sa sage sollicitude pour l'harmonie de l'union conjugale, n'a pas voulu introduire la désunion entre les époux malgré la séparation de biens, en forçant la femme à livrer son mari à une action en recours; » Considérant néanmoins que cette règle perd sa force quand l'action en nullité ne peut pas réfléchir contre le mari (art. 2256), c'est-à-dire quand celui-ci ne peut pas être recherché comme garant; » Considérant que, sans doute, le mari n'est pas exposé à une demande de dommages-intérêts lorsque l'acheteur a connu la dotalité de l'immeuble (art. 1360, § 2, du Code civil), mais qu'il n'en reste pas moins sous le coup d'une action en répétition du prix, à moins qu'il n'ait fait emploi valable des deniers de la vente; » En fait, » Considérant qu'à la vérité séparation de biens fut prononcée le 29 mai 1829 au profit de la dame de Vinzelles, et qu'ainsi, à partir de cette époque, celle-ci eût été libre d'intenter son action en nullité, malgré la continuation du mariage, qui ne fut dissous par sa mort que le 5 mai 1850; » Considérant que si le sieur de Vinzelles, coauteur de la terre de Chassais, n'avait pas été exposé à son recours en garantie, la prescription eût commencé dès ledit jour, 29 mai 1829, c'est-à-dire à une époque antérieure à celle où la valeur représentative de l'immeuble passa aux mains de la dame d'Yvoley, sœur et unique héritière de la dame de Vinzelles, et fut de nouveau affectée de la dotalité résultant aussi du contrat de mariage de ladite dame d'Yvoley; » Mais, considérant que rien ne prouve que les 21,227 fr. 52 cent. retirés des mains de J. Lafitte et Co aient été utilement employés par le sieur de Vinzelles; qu'ainsi il était responsable de leur attachement, et que, sous ce rapport, la prescription de l'action en nullité n'avait pas pu prendre naissance; » Considérant qu'il n'en était pas de même de la somme de 30,000 fr. au moyen de laquelle fut payée la famille Valentin, créancière sur la terre de Chassais; qu'à cet égard la prescription a couru du jour de la séparation, puisque le sieur de Vinzelles ne pouvait être soumis à une demande de dommages-intérêts de la part de l'acheteur, qui avait été instruit du vice de dotalité, ni à l'action en répétition de la part revenant à sa femme sur les 300,000 fr. bien et dûment employés par lui; » Considérant que de cet état de choses il résulte: 1° que l'action en nullité procédait, pour la part de la dame de Vinzelles, faite de 21,227 fr. 52 c. déposés chez Lafitte, défalca-tion faite de 4,300 fr. adjugés à la dame de Bondy par jugement du Tribunal civil de la Seine, et distraction aussi opérée de la portion paraphernale qu'il serait injuste d'imputer plutôt sur une partie du prix que sur l'autre; 2° que la prescription a couru, en ce qui touche la part de ladite dame de Vinzelles dans les 30,000 fr. d'emploi valable, à partir du 29 mai 1829, jour de la séparation de biens; que les dix ans exigés par l'art. 1304 du Code civil étaient accomplis le 21 octobre 1840, jour de l'action introductive d'instance, et qu'ainsi l'action en nullité était éteinte à cet égard; » Considérant qu'il n'en peut être de la sorte pour la part héréditaire propre à la dame d'Yvoley, part frappée sans interruption de l'affectation dotalité, et qu'en ce qui concerne celle-ci, la fraction paraphernale doit seule échapper à l'action en nullité; » Considérant que, d'après ces bases, il y a nécessité d'accueillir la demande des enfants d'Yvoley, en premier lieu, pour la portion dotalité de l'immeuble représentée par 7073 fr. 77 c. appartenant à la dame de Vinzelles, dans les 22,727 fr. 52 c. versés chez Lafitte, prélèvement fait des 1,500 francs

Sur ces conclusions, la Cour a rendu l'arrêt suivant: « Considérant que, nonobstant les apparences du contrat du 26 mai 1825, la terre de Chassais était devenue, en vertu de cet acte, la propriété du sieur de la Balmondrière, aïeul des intimés principaux, dont le sieur Douglas et la dame de la Balmondrière, figurant comme acheteurs, n'étaient que les prête-noms; » Considérant que si lesdits sieur Douglas et dame de la Balmondrière figurent encore comme vendeurs dans le contrat du 30 août 1826, qui transféra cette terre à M^{me} de Bondy, ce fut tant pour ne pas trancher les difficultés déjà élevées entre eux et le sieur Philibert de la Balmondrière d'une part et les enfants de Guillaume de la Balmondrière, alors décédé, sur le point de savoir si le testament de celui-ci, en date du 25 avril 1826, avait valablement rapporté son précédent testament du 6 mai 1825, qui nommait le sieur Douglas et le sieur Joseph de la Balmondrière ses trustee ou fidéi-commissaires, que parce que d'ailleurs, ainsi qu'on l'a déjà fait observer, lesdits Douglas et dame de la Balmondrière étaient propriétaires apparents par suite de l'acte d'acquisition du 26 mai 1825; » Considérant que la dame de Bondy, qui connaissait parfaitement l'état des choses, ainsi que le prouvent les pièces mêmes produites par elle, savait bien qu'en réalité elle achetait la terre de Chassais des sieur et dame d'Yvoley, genre et fille du sieur Guillaume de la Balmondrière, qui lui avaient assuré cette vente par une promesse en date du 1^{er} août 1826; » Considérant que la dame de Bondy n'ignorait pas ce à quoi elle s'exposait en faisant cette acquisition; » Considérant qu'à la mort de Guillaume de la Balmondrière, la terre de Chassais devenait le propre des dames de Vinzelles et d'Yvoley, ses filles, bien que celles-ci n'en aient pas payé le droit de mutation, circonstance expliquée par le titre de propriétaires apparents des sieurs Douglas et dame de la Balmondrière, et qui ne peut profiter à la dame de Bondy; » Considérant qu'il appert de leurs contrats de mariage, en date des 4 février 1819 et 10 juillet 1821, que ces dames étaient mariées sous le régime dotal, à l'exception toutefois du tiers de leur bien,

adjudgés à la dame de Bondy; en second lieu, pour la quotité représentée par 7,073 fr. 77 c. revenant en propre à la dame d'Yvoley dans la même somme, outre ses droits paraphernaux valablement vendus; en troisième lieu, pour la quote-part dont tenait lieu à la même dame la moitié lui incombant dans les deux tiers dotaux des 50,000 francs payés à la famille Valentin, c'est-à-dire 16,666 fr. 66 c.; total de la valeur représentative des valeurs résiduelles, 50,818 f. 20 c.

Sur les autres parties de la cause :

Considérant, en ce qui regarde la répétition des fruits, que sans doute la dame de Bondy n'est pas acquéreur de mauvaise foi, dans l'acceptation ordinaire de ses termes; mais que néanmoins elle a connu dès le principe la totalité de l'immeuble, et par conséquent les vices de son contrat, et qu'on n'a pu alors se dispenser de la condamner au rapport des fruits, à partir du jour de la mort du sieur d'Yvoley (article 549 et 550 du Code civil);

En ce qui touche les conclusions subsidiaires de la dame de Bondy :

Considérant que ces divers points étaient en état de recevoir leur solution, et que c'est à tort que les premiers juges ont refusé de s'en occuper;

Premièrement, considérant que comme héritiers de leur père, d'abord garant en sa qualité de coveneur, qu'en partie du chef même de leur mère, dont les fonds ont été utilement colloqués pour les 50,000 francs, les enfants d'Yvoley ne peuvent, en obtenant l'annulation partielle de la vente, se dispenser d'en restituer le prix; qu'exerçant les droits de la famille de Vinzelles, ils doivent également répondre de cet égard des obligations de celle-ci; qu'ainsi il y a lieu de les condamner à restituer à la dame de Bondy le prix de vente de la terre de Chassais, dont ils reprendraient la propriété, par suite du présent arrêt, ainsi qu'au reste ils ont offert de le faire en plaidant;

Deuxièmement, considérant que par la même raison et comme recouvrant d'ailleurs les fruits de l'immeuble, ils doivent rapporter les intérêts du prix à restituer, et ce, à partir de l'époque où les jouissances leur seront rendues;

Troisièmement, considérant qu'il ne peut non plus exister de difficultés sur l'obligation qui leur incombe de payer les frais et loyaux coûts de la portion annulée du contrat;

Quatrièmement, considérant qu'il sera dû aussi restitution à la dame de Bondy des impenses opérées par elle sur la terre de Chassais, et des charges soldées par elle à son occasion, sauf à elle à se faire rembourser par elle-même;

Cinquièmement, considérant que la subrogation de la dite dame de Bondy dans les privilèges de la famille Valentin est de droit (art. 1251 du Code civil);

Sixièmement, considérant enfin qu'il est loisible aux juges, suivant les circonstances, de permettre, en matière semblable, l'exercice du droit de rétention, et que c'est, ou jamais, le cas d'user de cette latitude;

En ce qui concerne le sieur Douglas et la dame veuve de la Balmondère :

Considérant que bien que ceux-ci ne fussent réellement pas propriétaires de l'immeuble aliéné, et qu'ils n'aient figuré à la vente que comme prête-noms, ils déclarent formellement dans le contrat du 50 août 1826, garantir la comtesse de Bondy de tout trouble, dons, douaires, dettes, évictions, surenchères et autres agissements quelconques;

Considérant qu'ils ne peuvent se soustraire à l'exécution de cet engagement formel, en excipant de leur défaut d'intérêt et de la connaissance particulière qu'en avait l'acquéreur, puisque c'est sans doute en raison même de la position de toutes les parties, et des risques qu'elle pouvait amener, que la comtesse de Bondy exigea cette garantie, dont la promesse serait une cruelle déception si elle pouvait être éludée;

Considérant qu'il est loisible aux Tribunaux de prononcer la contrainte par corps pour dommages-intérêts en matière civile; que les condamnations à prononcer contre Douglas et veuve de la Balmondère rentrent dans cette catégorie, et qu'au surplus leur qualité d'étrangers rend cette mesure obligatoire (art. 14 de la loi du 17 avril 1832);

Considérant que les conclusions récursives que prennent Douglas et veuve de la Balmondère sont fondées;

Qu'il y a lieu également de leur décerner l'acte qu'ils demandent;

Considérant que les dépens doivent être supportés en raison de l'importance des points sur lesquels les parties succombent respectivement;

Par ces motifs, la Cour :

Premièrement, déclare que l'acte de vente du 50 août 1826 n'est rescindable que dans la proportion de 50,818 fr. 20 c. à 75,000 francs, prix dudit contrat, et n'ordonne à la dame de Bondy de délaisser que cette partie seulement de la terre de Chassais;

Deuxièmement, dit que les héritiers d'Yvoley ne pourront reprendre la portion de la propriété indiquée ci-dessus qu'aux charges suivantes :

1° De restituer à la dame de Bondy, avec intérêt compensable avec les fruits dont le rapport a été ordonné par les premiers juges, la fraction du prix principal, frais et loyaux coûts, correspondant à la partie de la terre de Chassais qui rentre dans leurs mains; 2° de tenir compte à l'appelante, dans la même proportion, des impenses par elle faites, suivant articulation et fournir par état, et sous toutes réserves à l'égard de l'appréciation de l'article;

Troisièmement, subroge, en cas que l'éviction s'opère, la comtesse de Bondy dans les droits et privilèges de la famille Valentin;

Quatrièmement, autorise en outre ladite dame à conserver jusqu'à ce qu'elle ait été remboursée, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la possession entière de la terre de Chassais;

Cinquièmement, condamne par corps le sieur Douglas et la veuve de la Balmondère à libérer, garantir et indemniser l'appelante en principal et intérêts, du jour de la demande qu'elle en a formée, de tout ce qu'elle pourrait ne pas recevoir des héritiers d'Yvoley; les condamne de plus, toujours par corps, à des dommages-intérêts envers la dame de Bondy, sauf à en déterminer le quantum après articulation;

Sixièmement, donne acte audit Douglas et veuve de la Balmondère de l'offre faite en plaidant, par les héritiers d'Yvoley, de restituer à la dame de Bondy le prix de vente de la terre de Chassais;

Leur décerne acte aussi de leur réserve de répéter, par action principale, contre lesdits héritiers d'Yvoley, les sommes qu'ils seraient contraints de payer à la dame de Bondy, et de les faire condamner même à des intérêts;

Septièmement, ordonne qu'il sera fait masse des dépens de première instance des héritiers d'Yvoley et de la dame de Bondy, et que de cette masse, trois cinquièmes seront supportés par la dame de Bondy, et deux cinquièmes par les héritiers d'Yvoley, laissant toutefois le coût du jugement à la charge de l'appelante;

Ordonne qu'il sera fait pareillement masse des dépens d'appel des mêmes parties;

Condamne les héritiers d'Yvoley à en payer les deux tiers, et la dame de Bondy l'autre tiers;

Condamne les héritiers d'Yvoley au coût, retrait et notification de l'arrêt;

Huitièmement, condamne Douglas et veuve de la Balmondère à rembourser à la dame de Bondy les frais de première instance et d'appel à sa charge.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DU RHONE.

(Présidence de M. Durand.)

Audience du 20 décembre.

HOMICIDE.

Un jeune homme d'une vingtaine d'années est amené devant la Cour; c'est le nommé François Giraud, cultivateur à Saint-Igny-de-Vers; il est accusé d'être l'auteur ou le complice d'un crime commis il y a quelques mois dans cette commune.

Un autre accusé, le nommé Pierre Audet, ne comparait pas; il est parvenu jusqu'à ce jour à se soustraire aux poursuites de la justice.

Les faits résultant du procès sont les suivants :

Depuis plusieurs années, le nommé François Giraud avait un sentiment d'amitié profonde contre le nommé Joseph Lacarelle, cultivateur à Saint-Igny-de-Vers. Le 4

juin dernier, Giraud, Pierre Audet, Lacarelle et quelques autres, se trouvant dans le cabaret du sieur Combarrier, une querelle s'engagea entre Giraud et Lacarelle. Le premier reçut plusieurs coups à la tête; mais il parvint à saisir son adversaire et à le renverser. Audet, pendant ce temps, s'était armé d'une bouteille et avait pris part à la lutte contre Lacarelle, qui fut cruellement maltraité; ses vêtements furent mis en lambeaux. Ce fut à ce point que les assistants s'étaient interposés et ayant séparé les combattants, Lacarelle fut obligé d'emprunter un pantalon au cabaretier parce que le sien avait été déchiré en entier. Sans même se donner le temps de se vêtir complètement, il prit la fuite et quitta la maison. Il semblait que tout devait être terminé là; toutefois, un quart d'heure ne s'était pas écoulé, qu'un bruit de mort se répandit dans la maison. Lacarelle fut trouvé dans une cave baigné dans son sang, et rendit le dernier soupir quelques secondes après; il expira sans proférer une seule parole. Une longue traînée de sang indiquait que la victime avait traversé une cour avant d'être précipité dans la cave; des traces sanglantes indiquaient aussi que le crime avait été commis dans cet endroit.

Les noms des coupables furent aussitôt dans toutes les bouches : Giraud et Audet furent désignés de toutes parts au maire accouru sur les lieux. Quelques instants après la fuite de Lacarelle, ces deux accusés s'étaient échappés des mains de ceux qui les retenaient et étaient sortis du cabaret. Le premier, Audet, avait pris rapidement l'escalier; presque au même instant il fut suivi par Giraud. Lacarelle fut atteint dans la cour. Que se passa-t-il alors? nul ne l'a vu ou du moins n'a voulu le raconter. Seulement on sait qu'on entendit un cri désespéré, et que tout-à-coup Giraud, repaissant au milieu du cabaret, s'écria que Lacarelle était dans la cave et qu'on pouvait le secourir; puis il s'était éloigné en toute hâte. Cependant, malgré le mystère qui environne ce drame sanglant, aucun doute sérieux ne saurait s'élever sur la culpabilité de Pierre Audet et de Giraud. Arrêté le lendemain, le dernier a cherché à se disculper en disant que déjà la victime avait été frappée lorsqu'il avait rejoint son complice, et que celui-ci, en lui indiquant la cave, lui avait dit : « Viens voir comme j'ai arrangé Lacarelle; je lui en ai donné pour son compte. » Mais ce système de défense est démenti par plusieurs circonstances qui seront révélées par les débats.

On passe à l'interrogatoire de l'accusé.

M. le président : Depuis longtemps vous portiez une haine violente à Lacarelle?

L'accusé : Non.

D. Cependant vous l'avez manifesté plusieurs fois. — R. Non, je ne lui en voulais pas; car il passait tous les jours devant chez moi, et je ne lui ai jamais fait de mal.

D. Le 4 juin dernier, ne vous êtes-vous pas trouvé avec Lacarelle, vers les huit heures du soir, dans le cabaret du sieur Combarrier? — R. Oui, j'étais à souper avec Audet et plusieurs autres lorsque Lacarelle est entré.

D. Ne vous a-t-il pas dit : « Eh bien! tu m'en veux donc toujours? » — R. Oui.

D. Alors une querelle s'est engagée entre lui et vous? — R. Oui, je l'ai saisi et emporté vers la croisée; je lui ai déchiré son pantalon; mais il m'a porté trois coups de couteau à la tête. On nous a séparés. Combarrier a donné un pantalon à Lacarelle, qui aussitôt est descendu; alors Audet lui a couru après. Pour moi, j'ai cherché mon soulier, que j'avais perdu dans la bataille, et je ne suis descendu qu'après plus de cinq minutes. Au bas de l'escalier je trouvais Audet, qui me dit : « Viens voir comme j'ai arrangé Lacarelle. » J'y allai, il était dans la cave; je le tirai par les pieds, et je vis qu'il était mort.

D. Vous prétendez que c'est Audet qui a tué Lacarelle, et que quand vous êtes arrivé tout était fini? — R. Oui.

D. L'accusé soutient que les faits ne se sont pas passés ainsi; cela est très probable, car vous êtes sorti presque en même temps qu'Audet. Lacarelle, qui fuyait, a été rejoint par vous deux dans la cour; c'est là que vous l'auriez frappé, puis, une fois mort, vous vous êtes aidés à le jeter dans la cave, qui est à plus de vingt pas? — R. Je n'ai pas pu prendre part au combat où Lacarelle a été tué, car je ne suis arrivé que cinq minutes après, et il était déjà dans la cave.

D. Ainsi vous persistez à soutenir que vous étiez absent au moment où il a reçu la mort? — R. Oui.

D. N'avez-vous pas dit après l'événement à un de vos camarades que vous l'aviez jeté dans les creux? — R. Non, j'ai dit que je l'avais vu dans les creux.

M. Larmier, brigadier de gendarmerie, premier témoin : Informé du crime qui avait été commis, je suis allé le lendemain arrêter Giraud. Il me dit : « Ce n'est pas moi qui ai tué Lacarelle; mais si je l'avais trouvé le premier, il y aurait passé la même chose. »

M. le président, au témoin : Lacarelle a été tué dans la cour, puis jeté dans la cave. Avez-vous remarqué quelle distance il y a de la maison à l'endroit où a eu lieu la lutte? — R. Environ : il y a quinze à vingt pas.

D. Et ensuite jusqu'à la cave où le cadavre a été jeté? — R. A peu près la même distance.

M. Buet, médecin à Monsols, a visité le cadavre, qui avait au cou une énorme blessure. L'artère carotide était coupée.

M. le président au témoin : Pensez-vous qu'après avoir reçu cette blessure, l'accusé a pu aller lui-même jusqu'à l'endroit où il a été trouvé? — R. Non.

D. Pensez-vous qu'il y a eu lutte? — R. Je le crois. L'état du cadavre paraissait l'indiquer.

M. Duvernay a vu sortir Lacarelle du cabaret; il était poursuivi par Audet et par Giraud, qui est venu de suite après.

D. Combien de temps Giraud est-il sorti après Audet? — R. A peu près deux ou trois minutes. J'ai ensuite entendu dire que Lacarelle était mort.

M. le président, à M. Buet, médecin : Pensez-vous qu'en deux ou trois minutes Audet ait pu seul donner la mort à Lacarelle, et, en outre, le traîner dans la cave? — R. Buet : Non.

M. Berthier, maire de la commune de Chenetle, dépose que le sieur Dumussy lui a dit que sa jeune fille, qui était couchée dans un appartement dont la croisée donne sur la cour où l'attentat a été commis, s'est levée parce qu'elle a entendu du bruit, et qu'elle a vu un homme qui était assailli et frappé par deux autres.

Benoit Dumussy, cultivateur, est interrogé sur ce propos qu'il a tenu à M. Berthier. Il avoue bien l'avoir tenu, mais il soutient que son enfant ne lui a rien dit de semblable.

M. l'avocat-général : Témoin, vous ne dites pas la vérité, et, dans tous les cas, votre conduite est indigne, car, si le fait n'est pas vrai, il ne fallait pas l'inventer.

Dumussy (Jeanne-Marie), âgée de onze ans : J'ai entendu du bruit, je me suis mise à la croisée, mais je n'ai rien vu.

D. N'avez-vous pas dit à votre père que vous aviez vu deux hommes qui en battaient un autre? — R. Non, je n'ai rien vu. C'était tout fini quand je me suis mise à la fenêtre.

D. N'avez-vous pas été malade de cette scène, et n'avez-vous pas dit à votre mère que vous ne vouliez plus coucher dans cette chambre? — R. Oui; mais je n'ai rien vu.

Etienne Laverin, sabotier : Dans la soirée où le crime fut commis, je rentrais chez moi, lorsque je fus rejoint sur

mon chemin par Giraud; il me dit : « J'ai pris Lacarelle, et je l'ai jeté dans la cave. »

M. le président : Vous a-t-il dit que c'était lui qui l'avait frappé? — R. Non.

L'accusé dénie ce propos.

Le gendarme Guillot a arrêté Giraud, qui lui a dit : « Audet a fait le coup; mais j'en voulais à Lacarelle, et je l'aurais fait tout de même. »

M. l'avocat-général Loyson, après avoir reconnu que dans cette affaire la préméditation n'était pas suffisamment établie, a résumé les charges de l'accusation. Il a réfuté vivement le système de l'accusé, et s'est attaché à démontrer par les circonstances de la cause que Giraud avait nécessairement participé au crime qui lui était imputé, et devait en rendre un compte sévère à la justice.

M. Pezzani, dans l'intérêt de Giraud, a développé le système présenté par son client. Rejetant toute la responsabilité sur Audet, il s'est efforcé de prouver que ce dernier a été parfaitement le temps de donner la mort à Lacarelle avant l'arrivée de Giraud, qui n'a eu lieu que quelques instants plus tard. Le défenseur, après avoir soutenu que dans tous les cas il y avait eu provocation de la part de Lacarelle, a terminé en rappelant que depuis plus de six mois l'accusé subissait la prison préventive, et qu'à cet égard il était digne de toute indulgence.

Le jury, par son verdict, a écarté la question de préméditation et d'homicide volontaire; il n'a résolu affirmativement que le fait de blessures volontaires, et encore il a admis qu'il y avait eu provocation de la part de Lacarelle. La Cour a condamné Giraud à deux années d'emprisonnement.

COUR D'ASSISES DE LA GIRONDE (Bordeaux).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Gauvry, conseiller à la Cour royale

de Bordeaux. — Session de décembre.

ASSASSINAT.

Dans le cours de cette session, qui a duré une quinzaine de jours, on a soumis au jury et à la Cour seize affaires.

Les quinze premières n'ont offert aucun intérêt de détails; à leur égard nous nous bornerons à donner les résultats :

Jean-Félix Bodet, Pierre Reuillier, Marie, Jean Pacquier et Barthélémy Dugoua, convaincus de vols qualifiés, ont été condamnés : les deux premiers à cinq ans de réclusion, le troisième à deux ans de prison, le 4^e à cinq ans de travaux forcés, et le cinquième à cinq ans de réclusion.

Les époux Lejeune, qui comparaissent par suite d'un arrêt de renvoi de la Cour de cassation, ont été, également pour vols qualifiés, condamnés à dix ans de travaux forcés avec exposition à Périgueux où les crimes avaient été commis.

Bert and Esca lillas, accusé de tentative de vol, n'aura à subir qu'une année de prison.

Paul Marot a été condamné à cinq ans de réclusion avec exposition à Lesparre pour tentative de viol; Jean Cocurau à trois ans de prison, et Henry Magotier à dix ans de travaux forcés, avec exposition, pour attentats à la pudeur; Jérôme Belondrade à dix ans de travaux forcés, et François Duffau à six ans de réclusion pour crime de faux; la Cour a aussi prononcé contre ces deux derniers la peine de l'exposition et 100 francs d'amende.

Deux accusations de vol avec effraction et une accusation d'attentat à la pudeur ont été suivies d'acquiescement.

La seizième affaire était excessivement grave; elle a occupé les deux derniers jours de la session.

Pelletier, riche paysan de Marillac, commune de l'arrondissement de Blaye, était accusé d'avoir assassiné à coups de barre sa troisième femme; ce crime avait donné lieu de rappeler la manière fragique dont étaient mortes ses deux premières femmes; déjà la justice avait, à l'occasion de la mort de sa seconde femme, commencé contre lui une instruction criminelle.

Voici du reste l'acte d'accusation dans lequel sont relatées les circonstances du dernier crime attribué à Pelletier :

François Pelletier habitait avec Marie Baudry, son épouse, une maison située dans le village de Glorits, commune de Marillac. Le 40 mars dernier, vers quatre ou cinq heures du matin, les voisins de Pelletier furent éveillés par les cris qu'il faisait entendre en les invitant à se rendre à son domicile. Arrivés chez lui, ils ne purent d'abord recueillir que ces exclamations qu'il répéta à diverses reprises : « Je suis perdu! je suis perdu! Mes chevaux! mes chevaux! »

Bientôt après, Pelletier fit comprendre le sens de ces paroles en expliquant que sa femme avait péri sous les pieds de ses chevaux. Les personnes présentes se transportèrent aussitôt dans l'écurie, qui est séparée de la pièce où couchaient les deux époux, par un simple mur en torchis, et là elles découvrirent le corps inanimé de la malheureuse Marie Baudry.

Pelletier raconta alors, et depuis il a persisté à raconter que, s'étant couché vers dix heures, en laissant auprès du feu sa femme, qui continuait la veillée, il avait senti vers minuit celle-ci se placer auprès de lui dans le lit; que bientôt après il l'avait entendue se plaindre de douleurs d'estomac, puis se lever en se dirigeant vers son coffre, ouvrir ensuite la porte de l'écurie et y entrer.

Il ajouta que, vaincu par le sommeil, il n'avait plus rien distingué; qu'enfin, réveillé au point du jour seulement et surpris de l'absence de sa femme, il s'était livré à des recherches, et l'avait trouvée dans l'état où on la voyait.

Informée de cette catastrophe, l'autorité judiciaire se transporta immédiatement sur les lieux. Les premières investigations eurent pour résultat de prouver avec évidence l'impossibilité de l'accident présenté par Pelletier comme cause de la mort de son épouse.

La literie sur laquelle reposait le cadavre n'avait, en effet, souffert aucun dérangement, et il fut constaté que le cadavre n'aurait pas la moindre apparence du désordre qu'aurait dû nécessairement entraîner, soit un accident tel que celui dont Pelletier faisait le récit, soit les efforts de la victime afin d'en éviter les conséquences. Le corps de Marie Baudry était effectivement étendu sur le dos, les jambes allongées l'une contre l'autre, les bras étendus le long du corps, et la tête droite. Il était vêtu d'une chemise avec deux brassières, et recouvert, dans sa partie moyenne, d'un jupon et d'un tablier non attachés, mais régulièrement disposés, et sur les yeux on ne remarquait point de traces de souillures occasionnées par le crotin de ces animaux. Foulée aux pieds par des chevaux, Marie Baudry n'aurait certainement conservé ni l'attitude naturelle qui frappait les regards, ni les vêtements détachés qui devaient, en gissant, laisser son corps à découvert; ces vêtements, surtout, auraient porté l'impression du fumier sur lequel elle se serait agitée pour se soustraire à une mort si misérable.

Un examen plus approfondi est venu confirmer les premières indications; des hommes de l'art, chargés de vérifier l'état du cadavre et d'en opérer l'autopsie, ont en effet révélé des circonstances plus graves encore.

Après avoir constaté de nombreuses blessures extérieures et remarqué l'absence du sang qu'elles ont dû nécessairement répandre, ils ont acquis la conviction que le corps avait été soumis à un lavage; et qu'ensuite les plaies avaient été parfaitement frottées avec du crotin de cheval; mais l'artifice de ces précautions se trahissait de lui-même quand on s'assurait que les vêtements qui recouvraient ses plaies avaient conservé leur propre état.

Du reste, Marie Baudry avait souffert de si atroces violences que sa poitrine était complètement écrasée. Les hommes de l'art ont reconnu que cette partie de son corps se trouvait dans un tel état de désordre, qu'il devenait impossible d'en étudier les organes; ils ont déclaré également que les côtes offraient des fractures multipliées, à ce point qu'on ne pouvait pas les compter. Aussi ont-ils attesté qu'à leurs yeux des coups de pied de cheval n'expliquaient pas l'état du cadavre.

La première audience a été consacrée à l'audition de vingt témoins.

Rien ne saurait rendre l'impression qu'a produite sur l'auditoire la déposition du témoin Poirier, lorsqu'il est venu raconter que, passant à onze heures du soir devant la maison Pelletier, il avait entendu une voix faible d'abord, puis plus faible, puis presque éteinte, répéter ces mots lamentables : *Achève-moi!* Puis, ajoutait Poirier, j'entendis un bruit semblable au bruit que doivent produire des coups de barre assésés avec violence sur un corps mou.

Toutes les autres dépositions ont été également accablantes, et sont venues fortifier l'accusation.

La tâche de M. D'Ors, avocat-général, était, hélas! trop facile; il l'a remplie avec le talent qu'on est habitué à rencontrer dans ce magistrat distingué.

Quant à M. Moran, défenseur de l'accusé, on doit comprendre combien sa mission était difficile et pénible. Il a obtenu beaucoup, certes, en déterminant le jury à déclarer qu'il existait des circonstances atténuantes dans un si horrible crime.

Pelletier a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition.

Il a toujours soutenu durant l'instruction et pendant les débats, qu'il n'était pas coupable; il le soutient encore; il s'est immédiatement pourvu en cassation.

Avant lui, Paul Marot, Jérôme Belondrade, François Duffau, Barthélémy Dugoua et Henri Magotier, avaient aussi formé leur pourvoi.

En résumé, le jury avait à statuer sur seize affaires : une tentative de vol, huit vols qualifiés, trois attentats à la pudeur, une tentative de viol, deux faux et un assassinat. Sur dix-sept accusés, six ont été condamnés aux travaux forcés, cinq à la réclusion, trois à la prison, et trois ont été acquittés. Enfin, il y a eu six pourvois en cassation.

QUESTIONS DIVERSES.

Inscription insuffisante. — Omission dans le bordereau. — Responsabilité de notaire. — Lorsqu'un notaire a reçu un acte aux termes duquel un fermier confère hypothèque au propriétaire pour sûreté des fermages et pour garantie de l'exécution des clauses du bail, s'il se charge ensuite de dresser le bordereau d'inscription, est-il responsable de l'insuffisance de l'inscription, causée par le défaut de mention dans le bordereau de l'hypothèque éventuelle relative à l'accomplissement du bail?

Résolu affirmativement par la 1^{re} chambre du Tribunal civil de Nevers, audience du 20 décembre 1843. — M. Robert, président; plaids, M^{rs} Girerd et Senly.

Expropriation. — Saisie. — Déclaration. — L'article 1153 du Code de procédure, qui prohibe à peine de nullité l'adjudication au profit du saisi, ne s'oppose point à des arrangements particuliers faits à l'avance entre lui et un tiers, et qui ont pour objet de conserver au saisi l'immeuble exproprié, il suffit que le tiers, en devenant adjudicataire, soit responsable envers les créanciers poursuivants.

La déclaration par laquelle le tiers reconnaît qu'il va se rendre adjudicataire pour le compte du saisi n'est pas nulle pour défaut de double écrit.

(Tribunal civil de la Seine, 4^e chambre, 22 décembre, présidence de M. Michelin; plaids, M^{rs} Baillet, Fontaine, Gagnat, avocats des parties. Affaire Bonamour c. Blossa.)

Compensation. — Faillites. — Mémoires d'ouvriers non réglés. — L'on doit considérer comme liquides, aux termes de l'art

1291 du Code civil, deux dettes résultant de travaux respectivement faits par deux entrepreneurs antérieurement à la faillite de l'un d'eux, alors que les travaux n'ont été ni réglés ni faits à prix convenu.

(Tribunal civil de la Seine, 3^e chambre, 22 décembre, présidence de M. Barbon, conclusions conformes de M. Delalain, substitut. — Plaidants, M^e Rivolet et Poullain-Deladrene, avocats. — Affaire syndics Liger contre Gately.

Cette décision est conforme à un arrêt du 15 mai 1850 rendu par la 3^e chambre de la Cour royale de Paris; mais elle est contraire à l'opinion de M. Toullier.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

La Chambre des députés a composé de la manière suivante ses diverses commissions :

Commission chargée de rédiger l'adresse en réponse au discours du Trône : 1^{er} bureau, MM. Saint-Marc Girardin ; 2^e, Nizard ; 3^e, Ducos ; 4^e, Desmousseaux de Givré ; 5^e, Bignon ; 6^e, Bethmont ; 7^e, Baumes ; 8^e, Hébert ; 9^e, Delessert (Français).

Commission de comptabilité de la Chambre : 1^{er} bureau, MM. Oger ; 2^e, Leseigneur ; 3^e, Durand de Romorantin ; 4^e, Mermilliod ; 5^e, le comte Hallez ; 6^e, Abraham Dubois ; 7^e, le général vicomte Bonnemains ; 8^e, Périer (Alphonse) ; 9^e, le comte de Cornudet.

Commission des pétitions, n^o 1 : 1^{er} bureau, MM. le comte de Gasparin ; 2^e, Laurans ; 3^e, de Lasteyrie ; 4^e, Alard ; 5^e, David (Deux-Sèvres) ; 6^e, baron de Pérignon ; 7^e, Soubrehost Aubusson ; 8^e, de Sahune ; 9^e, vicomte d'Haussonville.

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

SEINE-INTÉRIEURE (ROUEN). — Hier, à huit heures du soir, on a sondé le tocsin. Un incendie s'était déclaré à Sotteville dans les ateliers du chemin de fer. Le local où sont établies les forges et où les travaux de menuiserie sont confectionnés a été entièrement détruit. Les flammes avaient gagné les vastes hangars où sont remisées les locomotives. L'une de ces locomotives a été fortement endommagée. Les pompiers de Rouen se sont transportés sur les lieux, mais les pompes de Sotteville ont suffi pour arrêter l'incendie.

PARIS, 2 JANVIER.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique, en date du 26 décembre, un concours sera ouvert le 25 avril prochain devant la Faculté de droit de Rennes, pour la chaire de droit commercial vacante dans cette Faculté, et pour une place de suppléant vacante dans la Faculté de droit de Poitiers.

Ce concours sera présidé par M. Giraud, membre de l'Institut, investi à cet effet des fonctions d'inspecteur-général des Ecoles de droit, conformément aux dispositions des règlements.

M. le ministre a également pourvu en même temps à la nomination des juges qui doivent être adjoints à MM. les professeurs de la Faculté pour former le jury du concours.

M. le premier président Gaillard de Kerbertin, M. Plougoulm, procureur-général, M. Le Gall et M. Fenigan, conseillers à la Cour royale de Rennes, ont accepté cette détermination.

RESPONSABILITÉ DE NOTAIRE. — M. DELAMOTTE ET LE SIEUR BOURGINE. — Nous avons fait connaître les nombreuses affaires dans lesquelles M. Delamotte, ancien notaire, a été déclaré responsable des méfaits du sieur BourGINE, son principal clerc, auquel il avait, en 1838, cédé son étude, moyennant 450,000 francs, mais qui ne fut pas agréé comme son successeur; cette responsabilité a entraîné treize condamnations, dont le chiffre n'est pas au-dessous de 145,000 francs. M. Delamotte a accepté ce triste résultat; mais il s'est rendu appellant d'un quatorzième jugement, qui, faisant application du même principe, mettait à sa charge une somme de 11,000 francs, provenant d'un dépôt fait à l'étude, et d'un double droit d'enregistrement encouru par le fait du sieur BourGINE.

M^e Dupin, au nom de M. Delamotte, s'est efforcé d'établir que les sieurs Guilhaud et Bonfills, qui avaient obtenu ce jugement, avaient employé BourGINE, leur parent, comme mandataire, et non comme principal clerc de M^e Delamotte.

M. Crémieux a soutenu le jugement attaqué. M. Nougier, avocat-général, a établi, par divers faits importants, que BourGINE avait été dans la circonstance l'alter ego de M. Delamotte, qui avait établi lui-même la situation quasi-officielle de son successeur désigné. BourGINE avait séparé son domicile de celui de M. Delamotte, il avait un mobilier d'une grande magnificence, qui a été vendu près de 20,000 francs; sa cave était garnie de plus de 2,000 bouteilles de vins de toutes sortes; et lorsqu'il vit approcher sa déconfiture, il se rendit chez son tailleur, laissa 1 fr. 30 seulement dans sa caisse, et s'enfuit. Son père, qui l'avait dû cautionner pour 100,000 francs, le rejoignit bientôt.

Sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général, la Cour a confirmé purement et simplement le jugement du Tribunal de première instance.

LES SONNETTES D'UN JOURNAL. — M. Millaud a commandé pour l'Audience, dont il est le gérant, des sonnettes pour l'appartement qu'occupe l'administration de ce journal : sonnette pour la porte d'entrée, sonnette pour le salon, sonnette pour la salle à manger, et sonnettes pour les bureaux. Le mémoire de M. Dorval, serrurier chargé de la pose de ces sonnettes, a été réglé par la chambre des entrepreneurs de serrurerie à 274 francs 4 centimes, et M. Millaud, en sa qualité de gérant du journal, était appelé aujourd'hui devant le Tribunal de commerce en paiement de ce mémoire.

M^e Lan, son agréé, a décliné la compétence du Tribunal. « Il n'y a pas acte de commerce, a-t-il dit, dans le fait d'un gérant de journal qui, pour ses besoins personnels, fait poser des sonnettes dans l'appartement qu'il occupe. Voyez le mémoire de M. Dorval : on a posé des sonnettes dans le salon, dans la salle à manger; ces parties de l'appartement sont séparées de l'administration du journal, et si une sonnette a été placée dans le bureau, ce n'est là qu'un minime accessoire dans le mémoire. »

M^e Deschamps, agréé de M. Dorval, a prétendu au contraire que tout l'appartement était occupé par M. Millaud comme gérant du journal. S'il y a un salon, c'est pour recevoir les actionnaires : les sonnettes des bureaux sont évidemment pour les besoins de l'administration, c'est pour le compte du journal que M. Millaud a commandé les travaux, et non pour son compte personnel.

Le Tribunal, présidé par M. Moinery, « Attendu que les travaux ont été faits dans un appartement dépendant du journal; que le sieur Millaud est logé dans ledit appartement à titre de gérant, qu'en conséquence les travaux n'ont pas été faits pour son compte personnel, mais pour le compte de l'entreprise, se déclare compétent; et a condamné Millaud au paiement des 274 fr. 4 cent. réclamés et aux dépens. »

Le docteur Belliol, dont le nom a acquis une certaine célébrité par l'annonce des remèdes secrets dont il se dit inventeur, a comparu à l'une des dernières audiences de

la police correctionnelle, comme prévenu de vente de remèdes secrets et de port illégal de la décoration de la Légion-d'Honneur.

Le prévenu a allégué que les médicaments par lui livrés à ses malades avaient été préparés par un pharmacien; et quant au port illégal de la décoration de la Légion-d'Honneur, il a soutenu que le ruban dont il était porteur était celui de l'ordre papal de l'Eperon-d'Or dont il était membre.

Le Tribunal (6^e chambre), après avoir entendu M^e Mermilliod pour la société de pharmacie qui s'était constituée partie civile, a déclaré le docteur Belliol coupable sur les deux chefs de prévention, et l'a condamné en quinze jours de prison, 300 francs d'amende et 5,000 francs de dommages-intérêts envers la partie civile.

La femme Daussey, marchande fruitière, rue Scipion, a été condamnée aujourd'hui par le Tribunal correctionnel à cinq jours de prison et 50 francs d'amende pour tromperie sur la quantité de la chose vendue, à l'aide de balances faussées.

Il faut bien des pourboires à un facteur de messageries pour amasser ce qu'on appelle un morceau de pain. Il doit d'abord ne pas boire, travailler fort, et consommer dorénavant de ces bonnes bourriches qu'il passe sa vie à distribuer. C'était donc un beau résultat pour le facteur Léguillier d'avoir formé avec des pourboires de 10 et de 15 centimes un magot de 900 francs.

Mais que faire d'une si grosse somme? Ici pour le facteur capitaliste commence l'embarras! La verser à la Caisse d'épargne? Est-ce la peine vraiment de placer sa sueur à trois et demi pour cent! Le même esprit d'économie qui porte à amasser, le même courage qui réprime la soif, porte naturellement le facteur à désirer le cinq pour cent légal, même à ambitionner le six pour cent commercial, dernier échelon de l'intérêt que peut atteindre une conscience honnête.

Léguillier repoussa donc la Caisse d'épargne, fut sourd à l'appel du trois, du trois et demi, du quatre pour cent national; il se montra rebelle aux bons de la Banque de France, aux chances heureuses des obligations de la bonne ville de Paris, le tout pour tomber aux mains de M. Pierre-François Herbillière.

Le sieur Herbillière se dit aujourd'hui courtier de propriétés. Auparavant il était poursuivi pour vols, pour escroqueries, pour faux; tantôt condamné, tantôt acquitté, mais certes tellement occupé de ses acquittements ou de ses condamnations, qu'il devait lui rester peu de temps à consacrer aux mutations de propriétés.

M. Herbillière présente le facteur à son ami M. Oudot, autre courtier de quelque autre chose. Nous avons le placement de vos fonds, lui dit avec un ensemble touchant les deux courtiers. Le propriétaire de la maison que nous habitons tous deux, M. Baher, jeune homme charmant, dont la main est promise à une jeune personne très bien, de 300,000 francs, vous fera votre affaire; pour lui, c'est une misère, une bague au doigt.

Le jeune homme charmant se laisse en effet mettre la bague au doigt, contre laquelle il donna un beau billet, sur beau papier timbré, bien écrit, avec sa brillante signature et un paraphe à embellir la plus belle expédition de notaire.

Avant de donner sa bague, Léguillier avait pris des renseignements. Le portier de la maison habitée par les trois amis lui en avait donné de tels, qu'à moins d'être le plus défiant facteur, il devait étouffer de confiance. M. Baher, au dire de l'estimable concierge, était en effet un jeune homme charmant, propriétaire de la maison, et qui allait se marier à une jeune personne également charmante, et propriétaire également d'une foule de charmantes maisons.

A l'échéance du billet, le facteur se présentant à la loge du portier, y voit un autre concierge. Il demande M. Baher? — Inconnu! — Son ami et locataire, M. Oudot? — Inconnu! — Son autre ami et autre locataire Herbillière? — Inconnu! — Mais M. Baher n'est donc pas propriétaire de cette maison? — C'est vrai. — Et vous ne savez pas où il est? — C'est vrai. — Et M. Oudot, M. Herbillière, vous ne les connaissez pas? — C'est très vrai.

De vérité en vérité, le désolé facteur apprit qu'il avait été victime du plus odieux mensonge, et porta plainte.

Cités en police correctionnelle, il y a quelques mois, des trois prévenus, un seul comparut, qui mit le tout sur le dos de ses deux amis défaillants.

Le courtier Herbillière fut condamné en une année de prison. Mais aujourd'hui il venait soutenir son opposition à ce jugement. A son tour, il a flétri avec énergie la conduite de ses deux amis absents, ce qui n'empêche pas le Tribunal de confirmer son jugement.

Sijobert et Lafon, le premier tout jeune homme, le second un peu bien sûr, mais fustimés tous deux, étaient attablés chez un marchand de vins et vidaient paisiblement bouteille. Une querelle ne tarda pas à s'élever sur un sujet des plus futiles, comme c'est assez l'ordinaire entre buveurs; elle s'envenime, dégénère en rixe, le sang coule, et l'affaire se dénoue aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle. C'est Lafon, le plaignant, le blessé, qui se charge de narrer ainsi les faits :

Si bien que je dis à Sijobert : « Dis donc, petit, laisse-moi donc mon chapeau tranquille; il ne te fait rien, mon chapeau, et en jouant comme ça avec, tu pourrais me le détériorer, méchant drôle! — Ah! c'est comme ça! me répond le petit rageur, eh bien, tiens, v'la le cas que j'en fais de ton chapeau, et v'lan! d'un coup de poing il me l'aplatit sur la table. Dame, moi, je me mets à rager à mon tour, et le toisant des pieds à la tête tout en redressant mon chapeau : « Si tu n'étais pas ce que t'es, vois-tu, mauvais gamin, je te donnerais des gifles pour l'apprendre à vivre... »

M. le président : Et ne l'avez-vous pas frappé en effet?

Lafon : C'est juste parce que la colère a emporté mon bras.

M. le président : Mais vous avez eu tort de joindre l'effet à la menace : en définitive, c'est vous qui avez frappé le premier.

Lafon : C'est les bosses et renfoncements dans mon chapeau qui m'ont fait voir tout rouge, j'en conviens; et puis une giflette donnée à un gamin, c'est sans conséquence d'ordinaire; mais pas du tout, lui se jeta sur moi et me frappa à l'épaule avec je ne sais quoi, de façon que d'abord je ne sentis rien du tout; ce n'est qu'après, en ôtant ma veste, que je me suis vu baigné dans mon sang : le drôle avait joué du couteau.

M. le président : Et avez-vous longtemps souffert de votre blessure?

Lafon : Pal mais comme ça. Le médecin a dit qu'un peu plus haut, ou un peu plus bas, un tantinet de plus à droite, un tantinet de plus à gauche, j'étais quit, et voilà tout.

M. le président : A Sijobert : Reconnaissez-vous avoir donné un coup de couteau à Lafon?

Sijobert : Et avec quoi que j'aurais donné ce coup de couteau? Jamais je n'en fais usage pour moi-même; j'ai l'habitude de manger avec mes doigts.

M. le président : Cependant il a été bien établi que les habits de Lafon avaient été déchirés et sa peau entamée par un instrument tranchant.

Sijobert : Je n'en sais pas davantage, à moins que ça ne soit un coup d'ongle... Je les porte toujours fort longs pour ma propre défense.

Le Tribunal condamne Sijobert à un mois de prison.

ADULTÈRE. — COMPLICITE. — Chaque jour nous voyons sur les bancs correctionnels venir s'asseoir des gardes municipaux; mais, loin d'être là pour leur compte, ils sont au contraire chargés de surveiller les nombreux détenus qu'ils y amènent. Aujourd'hui, par une exception heureusement fort rare, nous avons eu le spectacle d'un garde municipal venant comme inculpé prendre place sur le banc. C'est une prévention de complicité d'adultère qui l'y amenait.

Aux questions de M. le président, il déclare se nommer Demangel, et être âgé de trente-trois ans.

La femme Maclair, qui est prévenue du délit, ne comparait pas; le Tribunal donne défaut contre elle.

Le sieur Maclair est appelé, il ne répond point.

M^e Blondel, défenseur de la femme Maclair, demande que sa cliente soit renvoyée de la plainte, attendu que l'absence du mari équivaut à un désistement.

M. Anspach, avocat du Roi : Le Tribunal est saisi; il n'est pas nécessaire que le mari soit présent pour que l'affaire soit jugée; son absence ne peut jamais équivoir à un désistement.

Le Tribunal partage cette opinion, et l'on appelle un témoin.

M. Gourjot, capitaine commandant du 1^{er} escadron de la garde municipale : Dans le courant de 1842, M. Maclair vint chez moi pour me porter une plainte contre Demangel, qui, me dit-il, débauchait constamment sa femme. Il ajouta que si Demangel voulait la laisser tranquille et cesser ses poursuites, il vivrait heureux avec elle, parce qu'il avait une fille âgée de onze ans. Quand M. Maclair fut parti, je fis venir Demangel, et je lui fis part de la conversation que je venais d'avoir. Il me dit que ce n'était pas lui qui recherchait la femme Maclair, que c'était elle, au contraire, qui venait chez lui. « Vous devez, lui dis-je, la rappeler à ses devoirs; vous le devez par intérêt pour votre avenir, par respect pour l'habit que vous portez. Cessez, croyez-moi, vos intrigues avec elle; il pourrait en résulter un grand scandale... Le mari est exaspéré... Vous compromettez votre état. » Il me promit d'avoir égard à mes observations, et il me quitta. Neuf ou dix mois se passèrent sans que j'entendisse parler de cette affaire, et je pensais que Demangel m'avait compris.

Au bout de ce temps, je reçus de nouveau la visite de Maclair; il me montra une lettre renfermant des détails qui semblaient annoncer que le commerce de Demangel avec la femme Maclair se continuait; il me dit qu'une scène extrêmement scandaleuse s'était passée à la barrière Mont-Parnasse; qu'il avait rencontré Demangel donnant le bras à sa femme, et que, dans le premier mouvement de la colère, il avait porté à cette dernière, dans l'intention de la tuer, un coup de stylet que, par état, il a toujours sur lui. Il est employé au chemin de fer. Fort heureusement la mort ne s'en était pas suivie. Il avait voulu en faire autant au garde; mais celui-ci avait tiré son sabre pour se défendre. Quatre ou cinq cents personnes s'étaient aussitôt rassemblées; il avait été arrêté; mais quand il eut prouvé qu'il était le mari, on lui avait rendu la liberté.

Je fis venir Demangel, et je lui infligeai huit jours de salle de police. Je rendis ensuite compte de toute cette affaire au colonel, qui changea cette punition en quinze jours de prison. Je croyais l'affaire terminée, lorsque, trois mois après, Maclair vint de nouveau chez moi. Il était dans un incroyable état d'exaltation; il avait subi, pour la blessure faite à sa femme, une détention préventive de deux mois, puis il avait été condamné à six jours de prison. Il me dit qu'il était bien décidé à faire un malheur, et que, dût-il périr sur l'échafaud, il fallait qu'il tuât Demangel. En sortant de prison, il avait appris que Demangel s'était rendu avec sa femme dans le domicile conjugal. En êtes-vous bien sûr? lui dis-je. — J'ai des témoins, me répondit-il. — Eh bien, livrez-les aux Tribunaux; c'est une brebis galeuse qui s'est glissée dans notre troupeau.

M. le président : Demangel vous a-t-il avoué qu'il eût des relations avec la femme Maclair?

Le témoin : Non, Monsieur; il l'a nié au contraire.

La sœur de la femme Maclair est appelée.

M. le président : Que savez-vous du délit d'adultère imputé à la femme Maclair et à Demangel?

Le témoin : Je sais que cela n'est pas vrai.

M. le président : On a saisi deux lettres de Demangel qui sembleraient établir le fait.

Le témoin : Ces lettres étaient adressées à moi. Demangel est de notre pays, et nous sortions quelquefois ensemble, lui, ma sœur et moi.

M. le président : Il paraît que vous sortiez, vous, avec un sieur Perrin, et votre sœur avec Demangel : cela résulte d'une lettre dans laquelle Demangel dit à la femme Maclair qu'il ne peut pas se trouver au rendez-vous qu'il lui a donné pour mercredi, et que ce sera pour jeudi.

Le témoin : C'était pour sortir tous ensemble.

M. le président : Ils ont passé une nuit ensemble dans un hôtel; cela est établi par le registre du logeur, et vous n'y étiez pas. Ils ont été trouvés dans un cabinet particulier, barrière Mont-Parnasse, et vous n'y étiez pas encore.

M. Blondel : Ce n'est pas dans un cabinet qu'on les a vus, mais dans le jardin public.

Le prévenu soutient qu'il n'a jamais existé aucunes relations coupables entre la femme Maclair et lui.

M. le président : Comment expliquez-vous la nuit que vous avez passée ensemble dans un hôtel?

Le prévenu : J'étais allé dans cet hôtel pour voir un de mes amis. J'y ai couché seul.

M. le président : Ainsi c'est le hasard qui, précisément le même jour, y a conduit la femme Maclair?

Le prévenu ne répond pas.

M. Anspach, avocat du Roi, pense que les lettres saisies, seule preuve qu'on pourrait invoquer contre Demangel, n'établissent pas suffisamment la complicité d'adultère.

En conséquence le ministère public déclare s'en rapporter à la sagesse du Tribunal.

Le Tribunal, présidé par M. Perrot de Chézelles, attendu qu'il est établi que la femme Maclair s'est rendue coupable du délit d'adultère; mais attendu qu'il n'est pas suffisamment établi que Demangel se soit rendu complice de ce délit, condamne la femme Maclair à trois mois d'emprisonnement; renvoie Demangel des fins de la plainte.

ART DIVINATOIRE. — La femme Petit et la demoiselle Gros, sa sœur, sont prévenues, la première d'avoir fait distribuer, et la seconde d'avoir distribué des adresses sur la voie publique, sans autorisation. La femme Petit est prévenue, en outre, d'avoir tiré les cartes, et fait métier de divination.

La fille Gros convient du délit qui lui est imputé; Je ne savais pas faire mal, dit-elle, c'était un moyen de gagner ma vie... Ma sœur me donnait trente sous par jour.

La femme Petit imite la franchise de sa sœur, et déclare que les adresses qu'elle faisait distribuer étaient destinées à s'attirer des pratiques.

M. le président : Vous faites le métier de devineresse; c'est un délit que vous commettez là.

La femme Petit : Il faut bien vivre... La couture ne va pas, alors j'ai trouvé ce moyen de suppléer au manque d'ouvrage.

M. le président : Y a-t-il longtemps que vous faites ce métier?

La femme Petit : Voilà six ans.

M. le président : Combien gagnez-vous à cela par jour?

La femme Petit : C'est selon : il y a des jours où je ne gagne rien, d'autres où je gagne 3 francs, 4 francs, plus ou moins.

M. le président : Quel prix demandez-vous par séance?

La femme Petit : 50 centimes, et 1 franc pour le grand jeu. Mais souvent on m'a payé davantage... J'ai eu la confiance de gens très haut placés, et même de têtes couronnées. J'ai prédit bien des événements qui ont changé la face du monde... Je n'ai jamais chagriné personne et j'ai souvent consolé bien des affligés... Je ne crois pas être punissable pour cela.

Le Tribunal, faisant application de l'article 479 du Code pénal et de l'article 2 de la loi du 16 février 1834, et à la fille Gros de cette dernière disposition, et l'appliquant également à la femme Petit comme emportant la peine la plus forte, condamne la fille Gros à 5 francs d'amende, et la femme Petit à six jours d'emprisonnement.

BLESSURE GRAVE. — M. Fromont, libraire, rue des Grés-Sorbonne, 10, était sorti hier matin, premier jour de l'année, avec ses deux enfants, un petit garçon de six ans et une petite fille n'en ayant pas encore cinq, qu'il conduisait gai et contents chez leurs grands parents. Déjà ils étaient arrivés rue Saint-Jacques, au coin de la rue Ste-Hyacinthe, lorsque la petite fille fut violemment heurtée par un homme qui, marchant en sens inverse, non seulement renversa la pauvre petite, mais lui passa sur le corps. Le père de l'enfant, indigné de cette horrible brutalité, courut à l'homme qui s'en était rendu coupable et lui reprocha en termes véhéments sa cruauté.

« Ah! vous n'êtes pas content! s'écria cet homme; alors vous n'êtes pas raisonnable, et les gens comme vous, voici ce qu'on en fait. »

A ces mots, et avant que le malheureux père eût eu le temps de se mettre en défense, l'agresseur, prompt comme l'éclair, tira de sa poche un couteau-poignard tout ouvert, et en porta à M. Fromont un coup si violent, que la lame tout entière pénétra dans l'abdomen de la victime, qui tomba en poussant un cri terrible et perdit connaissance.

L'auteur de cette incroyable action a été arrêté sur-le-champ. Tandis qu'on le conduisait à la Préfecture de police, M. le docteur Salome, appelé par les témoins de cette scène, s'efforçait de prodiguer les secours de son art au blessé, qui fut ensuite transporté à son domicile. La blessure est très grave.

Un charpentier, le sieur Taurel, s'apercevait depuis longtemps que ses économies, déposées dans une malle qui était la pièce la plus importante de son mobilier, diminuaient sensiblement, bien qu'au contraire elles eussent dû augmenter, puisqu'il y ajoutait chaque semaine. Dans les premiers jours de décembre dernier 125 francs disparurent de cette malle, dont Taurel portait la clé sur lui jour et nuit, et qui n'offrait pas la plus légère trace d'effraction.

La serrure, fort solide, était intacte; rien n'était dérangé à l'intérieur : on eût dit que les écus avaient passé par le trou de la serrure.

Les soustractions continuèrent pendant tout le mois. Taurel se désespérait, car il était persuadé qu'il y avait dans cette affaire quelque chose de surnaturel; enfin il se dit qu'autant valait ne pas travailler que de se voir ainsi dépouiller du prix de ses sueurs, et il résolut de rester chez lui pendant quelques jours; mais il eut le bon esprit de ne pas faire part de cette détermination à sa voisine, la veuve P..., chez laquelle il avait l'habitude de laisser sa clé afin que pendant son absence elle mit tout en ordre dans sa chambre.

Avant-hier, donc, il remit comme de coutume la clé à cette femme; mais il avait laissé la porte ouverte, et, au lieu de sortir, il rentra chez lui, ferma la porte au pêne seulement, et se cacha sous son lit, espérant que de là il pourrait voir comment s'opérait le miracle. Au bout d'un quart d'heure, la porte de la chambre s'ouvrit; un homme entra, referma soigneusement la porte en dedans, puis il se mit à genoux devant la malle.

Taurel commençait à croire que c'était quelquel sorcier qui invoquait le diable, lorsqu'il vit briller dans la main de l'intrus un instrument en acier, à l'aide duquel il enleva les vis de la serrure qu'il démonta avec une dextérité surprenante; puis il prit dans un sac deux poignées de pièces de 5 francs, et après avoir remonté la serrure avec le plus grand soin, il se releva et se disposa à se retirer; mais en ce moment Taurel, qui était sorti en silence de sa retraite, s'élança sur son voleur, qu'il reconnut pour être le fils de la femme P...

Conduit chez M. le commissaire de police du quartier, P... avait non-seulement le vol qu'il venait de commettre, mais tous ceux dont le malheureux Taurel avait précédemment été victime. Il a été envoyé et écroué à la préfecture.

ÉTRANGER.

SUISSE (Berne). — INTRODUCTION DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS.

Ainsi que la plupart des autres Etats de la Suisse, le canton de Berne (partie allemande) est encore privé de toute législation commerciale. Il y a vingt ans que la multiplicité et le scandale des discussions de biens frauduleuses étaient si grands, que l'on crut devoir y obvier au moyen d'une loi d'une sévérité tellement outrée dans sa généralité, que dans bien des cas les juges subissent une véritable contrainte morale à en faire l'application. Cette loi, qui est du 23 décembre 1823, qualifiée de banqueroutier frauduleux tout in dividu en état de discussion de biens qui, au moyen d'un acte frauduleux quelconque aura causé un préjudice à ses créanciers; et au nombre de ces actes celle loi range en particulier le fait de celui qui contracte un emprunt à une époque où il savait que son bien était insuffisant pour satisfaire ses créanciers, indépendamment de toute intention frauduleuse. Ce fait seul encourt une peine, celle de deux à huit ans de réclusion, et même celle de quatre à dix ans de fers, outre l'exposition publique s'il existe une circonstance aggravante; si, par exemple, le préjudice causé excède 500 francs de Suisse.

C'est par cette loi de terreur que le législateur de 1823 avait pensé pouvoir relever le crédit dans le canton de Berne.

En popularisant les idées de réformes diverses, notre révolution de 1831 a aussi procuré à toutes les classes de citoyens les moyens de faire connaître leurs besoins spéciaux. Le commerce, représenté par quelques personnes influentes et que leurs relations avec l'étranger avaient éclairées sur ce point, provoqua de la part du gouvernement l'institution d'une commission de négociants chargée de recueillir et de constater les vœux et les besoins du commerce bernois en fait de législation commerciale.

D'après le résultat des travaux de cette commission, M. l'avocat Bloech, jurisconsulte des plus distingués, fut chargé d'élaborer un code de commerce, en prenant pour base de son travail le Code de commerce français.

Ce travail était terminé depuis plusieurs années; mais diverses circonstances, et notamment des réformes législatives que l'on trouvait plus urgentes, avaient fait ajour-

ner aussi longtemps la discussion de ce projet.

Après avoir d'abord subi l'examen préalable du comité de législation, le projet de Code de commerce en question a été présenté à la grande commission de législation.

Cette commission, composée de vingt-et-un membres, dont cinq appartiennent à la partie française du canton, s'est réunie cet effet la semaine dernière sous la présidence de M. le conseiller-d'Etat de Tiller.

Ce projet, divisé en dix titres, s'occupe: Titre I, des Commerçants; titre II, des Livres de commerce; titre III, des Sociétés commerciales; titre IV, des Courtiers de commerce; titre V, des Commissaires; titre VI, des Gérants et Commis; titre VII, des Achats et ventes; titre VIII, de la Lettre de change et du Billet à ordre; titre IX (ce titre laissé en blanc au projet comprendra une loi sur les discussions de biens qui fait l'objet d'un travail particulier); titre X, de la Procédure en matière de contestations commerciales.

Les titres 2, 3, 5, 7 et 8 sont en quelque sorte la traduction littérale des titres correspondants du Code de commerce français; les quelques légers amendements qu'on y a apportés ont été puisés dans la jurisprudence, et on n'a notamment pas omis la modification apportée à l'article 115 par la loi française du 19 mars 1817. En général, on s'est montré si soigneux à conserver l'intégralité du texte français, que, bien que la commission ait fait remarquer que le célèbre professeur Mittermayer, auquel le projet avait été communiqué, ait démontré, par exemple, l'inutilité d'exiger pour la lettre de change la remise de place en place, prescription qui aussi a disparu dans plusieurs nouvelles législations sur cette matière, qui trouvent également superflues les dispositions du même article 115 et suivans sur la provision; néanmoins personne n'a présenté un amendement dans ce sens.

Le titre 1^{er} du projet était le développement du système basé sur l'article 1^{er}, qui portait:

« Ne sera envisagé comme commerçant que celui qui prend publiquement cette qualité en se faisant inscrire sur un registre tenu à cet effet au secrétariat de préfecture de chaque district, sous le nom de registre des commerçants (Ragionenbuch). »

Ce système, emprunté aux législations de Bâle, de Saint-Gall, etc., devait, disait-on, présenter entre autres avantages celui de prévenir les nombreuses difficultés qui, sous l'empire de la loi française, surgissaient sur la question de savoir si tel ou tel individu était ou non soumis à la juridiction commerciale.

Cette déviation du Code français, sur un point aussi important, a soulevé une discussion très animée et qui a

occupé trois séances de la commission. L'article a été attaqué avec vigueur entre autres par les membres de la partie française du canton. Les principales objections que l'on a fait valoir contre le système du projet sont les suivantes:

C'est, disait-on, le Code de commerce français que l'on a dû prendre pour base de ce travail, et néanmoins dès le premier article on vient en répudier la base fondamentale, et compromettre ainsi les avantages que l'on devait attendre d'une législation commerciale commune avec celle qui régit la plus grande partie des pays avec lesquels nous avons des relations de commerce, avec celle qui régit encore une partie du canton même (le Jura).

Pourquoi celles empruntées à des localités qui, comme Bâle et Saint-Gall, sont dans des conditions exceptionnelles, et, dans tous les cas, bien différentes de celles du canton de Berne, des lois que nous n'avons pas été à même d'apprécier, tandis que l'expérience que l'on a faite du Code français dans une partie de notre canton devrait nous être une garantie suffisante qu'il peut convenir à tout le pays? C'est à tort aussi que l'on s'exagère les difficultés qui peuvent résulter de l'application de l'article 1^{er} du Code français; d'ailleurs, la jurisprudence a déjà depuis longtemps déterminé les limites de cette disposition de loi. Avec le projet présenté on aurait deux législations commerciales différentes dans un même canton et aussi deux classes de commerçants: les commerçants inscrits et les commerçants non inscrits; et l'un des moindres inconvénients peut-être qui en résulteraient serait un état d'incertitude et de perturbation toujours fâcheux et plus ou moins nuisible au crédit. N'est-il pas aussi à craindre que beaucoup de gâtes-métiers ne trouvent dans la formalité même de leur inscription sur un registre tenu par l'autorité publique (le Ragionenbuch) un moyen facile de capter la confiance de l'étranger, et que les résultats n'en soient compromettants à un haut degré pour le véritable commerce, tandis que beaucoup d'autres répugneront naturellement à faire usage de cette inscription pour ne pas se soumettre par là aux prescriptions rigoureuses de la loi commerciale?

Dans son rapport de clôture, M. Bloesch a, entre autres, fait remarquer qu'on paraissait n'avoir pas bien saisi toute la portée du projet, ou moins relativement aux personnes qui seraient soumises à la juridiction commerciale; que l'art. 3 rendait l'inscription au registre obligatoire pour les commerçants sous tutelle ou sous puissance de mari, pour les sociétés de commerce; qu'en outre l'article 183 soumettait à la juridiction commerciale toutes les difficultés ayant trait à des opérations de commerce,

alors que l'une des parties contractantes au moins est inscrite au registre des commerçants, et que l'art. 184 y soumet également les contestations de nature commerciale quand l'une des parties ou toutes deux résident hors du canton. Il pense qu'il serait à craindre qu'en adoptant à cet égard le principe du Code français, il n'arrive ce qui a eu lieu au pays de Vaud, où le grand-conseil n'a pas voulu adopter un pareil projet de Code de commerce, dans lequel on avait notamment admis l'art. 1^{er} du Code français, parce qu'on avait craint de compromettre par-là le petit commerce, qu'il n'était guère possible de soumettre à tant de formalités.

Le système du projet a été repoussé après deux épreuves successives, et par conséquent le titre 1^{er} devait être refait d'après le principe du Code de commerce français.

Aujourd'hui mercredi 3, on donnera à l'Opéra la 20^e représentation de la Péri; M^{lle} Carlotta Grisi remplira le rôle de la Péri; précédée de la 28^e représentation du Freyschütz; MM. Massol, Marié, Bouché, M^{lle} Dobré et Nathan-Treillet, rempliront les principaux rôles.

— A l'Opéra-Comique, Une folie, l'Esclave du Camoëns et le Diable à l'école, composent ce soir un spectacle qui ne peut manquer d'attirer la foule.

— Ce soir, à l'Odéon, 4^e représentation du Laird de Dum-bieky, dont le succès n'est plus douteux, et le beau drame d'André Chénier, autre pièce à succès: voilà ce qui s'appelle gâter le public.

— Au Vaudeville, aujourd'hui mercredi, l'Homme blasé, Hermance, les Cabinets particuliers et Une idée de médecin. Arnauld dans deux pièces: recette infaillible.

Librairie, Beaux-Arts, Musique.

La seconde édition de la SCIENCE DES CONJUGAISONS, revue et corrigée avec le plus grand soin, augmentée de cent quarante-quatre pages, précédée d'un traité complet sur les modes, les temps et les participes, contenant les six mille verbes de la langue française, classés par ordre alphabétique sous chaque conjugaison et sous chaque verbe régulier et irrégulier qui peuvent embarrasser, entièrement conjugués à tous les temps, et servant de modèles; indiquant s'ils se disent au propre et au figuré, avec leurs diverses définitions figurées, suivies d'exemples qui en font connaître leurs différentes significations; s'ils sont actifs et neutres, réguliers, irréguliers neutres, pronominaux ou impersonnels; s'ils sont familiers, populaires ou bas; s'ils sont vieux ou nouveaux, peu usités ou inusités; s'ils prennent d ou de, avec ou par à l'infinitif; s'ils prennent le verbe être ou le verbe avoir, ou ces deux verbes auxiliaires dans leurs temps composés; si leur participe varie ou ne varie pas; s'ils ont pour régime les prépositions

d, après, etc.; s'ils sont des termes de jurisprudence, de pratique, de médecine, de chirurgie, de pharmacie, de chimie, de marine, de chasse, d'agriculture, et des différents arts et métiers; puis tous les synonymes des verbes placés sous chaque verbe, avec leurs différentes définitions suivies d'exemples; puis des notes explicatives sur la syntaxe des verbes qui l'exigent: puis tous les verbes qui ne servent pas de modèles, mais qui peuvent embarrasser, entièrement conjugués; puis la conjugaison de tous les verbes impersonnels et tous les verbes actifs qui se disent impersonnellement (1); par M. J. NEMV, membre de l'Académie grammaticale de Paris, auteur du nouveau Dictionnaire de la Science de la langue française, suivie du Dictionnaire des locutions classiques, etc., etc.

Plusieurs journaux ont dit de la première édition: «...Au surplus, la Science des conjugaisons n'a point de concurrence sérieuse à redouter. Elle marchera paisiblement, mais justessement vers son immortelle destination, comme la langue française, dont elle est l'inséparable, l'indispensable compagnie. » Ce jugement a été ratifié par la sanction nationale, puisque plus de 3,000 exemplaires ont été vendus en moins de cinq mois. Jamais la première édition d'un livre classique n'avait obtenu un pareil succès. L'éditeur espère que cette seconde édition, qui est augmentée de toutes les définitions figurées des verbes, sera recherchée, non seulement par les élèves et par les maîtres, mais encore par les législateurs, par les avocats et par tous les gens du monde qui aiment à briller par les beautés inépuisables du langage figuré. En effet, les six mille verbes usuels de la langue s'orthographient chacun de 96 manières différentes; ils fournissent par conséquent à celui qui les sait cinq cent quarante-six mille expressions diverses.

(1) Un volume grand in-12 à deux colonnes de 360 pages; prix: 5 fr. 50 c., et franc de port sous bandes, 4 fr. 25 c. A Paris, chez B. Dusillion, éditeur, rue Laffitte, 40.

Spectacles du 3 janvier.

OPÉRA. — La Péri, Freyschütz. FRANÇAIS. — Les Enfants d'Edouard, le Legs. OPÉRA-COMIQUE. — L'Esclave, Une folie, le Diable à l'école. ITALIENS. — Le Laird. VAUDEVILLE. — Hermance, Idée de Médecin, l'Homme blasé. VARIÉTÉS. — Roquette, Paris dans la Comète, le Gamin. GYMNASSE. — Le Sourd, Angélique, Cadet de famille, Daniel. PALAIS-ROYAL. — Invasion, Brelan, Cour de Gérolstein. PORTE-ST-MARTIN. — Diners à 52 sous, le Barbier, les Iles. CAITÉ. — Les Carottes, Stella. AMBIGU. — Les Bohémiens de Paris. CIRQUE-OLYMPIQUE. — Le Vengeur. COMTE. — Pierrot, Tout miel, Molière, Interprète. FOLIES. — Les Inconvénients, Barbe-Bleue, la Journée.

PRIX: L'Atlas complet en feuilles, 88 fr. Broché, 90 fr. — Cartoné, 95 fr. Relié et doré, 100 fr. Chaque carte s'élève à 1 fr. 50 c. Ajouter 10 c. par carte pour les recevoir franco par la poste.

FRUITS HYGIÉNIQUES sur la SANTÉ, LA BEAUTÉ et LE BÉNÉFICÉ DES FEMMES, par V. RAYMOND, D^r en médecine de la Faculté de Paris. 1 vol. form. angl. prix: 2 fr. 50. La beauté de la peau et celle des formes, chez B. DUSILLION, éditeur, rue Laffitte, 40.

NOUVEL ATLAS DE FRANCE STATISTIQUE ET HISTORIQUE, Divisé en 86 Cartes pour les 86 départements et augmenté d'une Carte de France et d'une Carte de l'Algérie.

Dépôt central chez B. DUSILLION, rue Laffitte, 40.

Le CONSEIL ROYAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, par délibération du 26 février 1844, a autorisé l'usage de cet Atlas dans les collèges royaux, dans les Ecoles normales primaires et dans les Ecoles primaires supérieures.

Dressé sur des cartes du cadastre et du dépôt de la guerre, dessinées par MM. ALP. DONNET, FRÉMYN, MONIN et LEVASSEUR, gravé sur cuivre et acier, imprimé par CHARDON sur papier vélin grand colombier, orné des armes des chefs-lieux de départements, et de vues, par CHAPPUY. Ce NOUVEL ATLAS DE FRANCE est sans contredit le plus complet qui existe. Aucun sacrifice de temps ou d'argent n'a coûté à l'éditeur de ce magnifique ouvrage, pour y intro-

duire tous les perfectionnements que comporte une semblable publication. Chaque carte est accompagnée d'une statistique historique, administrative, commerciale, industrielle et agricole; et est dite assez que ces cartes deviennent indispensables aux administrateurs, aux maires, aux officiers ministériels, aux chefs d'institution, qu'elles conviennent spécialement à tous ceux qui veulent connaître l'histoire de leur pays, ses ressources commerciales et ses productions en tous genres.

Les médecins, consultés sur le meilleur moyen à employer pour prévenir ou arrêter la chute des cheveux et les faire repousser en très peu de temps, sur les TÊTES LES PLUS CHAUVES, indiquent toujours de préférence la VÉRITABLE POMMADE DU LION de H. FRANÇOIS, chimiste breveté, RUE et TERRASSE VIVIENNE, n. 2. Cette Pomme, dont l'efficacité est constatée par ONZE ANNÉES d'expérience et de succès, peut être recommandée avec d'autant plus de confiance que les espérances des personnes qui en ont fait usage ont été rarement trompées. — PRIX: 12 pots, 4 francs; trois pots, 11 francs; six pots, 20 francs.

Commentaire du titre XVI, livre III du Code civil. CONTRAINTE PAR CORPS, Par M. COIN-DELISLE, avocat à la Cour royale de Paris. Deuxième édition, augmentée. Un volume in-4^e, contenant la matière d'un très fort volume in-8^e. — Prix: 6 fr., et franco sous bandes par la poste, 7 fr. 50 fr. Le supplément se vend séparément pour compléter la première édition. Prix: 1 franc 50 cent., et franco sous bandes par la poste, 2 fr. A Paris, chez l'éditeur B. DUSILLION, rue Laffitte, 40.

TRAITÉ DES MALADIES SYPHILITIQUES ET DES AFFECTIONS DE LA PEAU. Suivi de réflexions pratiques sur les dangers du mercure et sur l'insuffisance des antisyphilitiques; TERMINÉ PAR DES CONSIDÉRATIONS HYGIÉNIQUES ET MORALES SUR LA PROSTITUTION; PAR GIRAudeau DE SAINT-GERVAIS, Docteur-médecin de la Faculté de Paris, ex-interne des hôpitaux, ancien membre de l'Ecole pratique, membre de la Société de Géographie, de la Société de Statistique universelle, de la Société pour l'Instruction élémentaire, membre de la Société des Sciences physiques et chimiques de France, etc. — RUE RICHER, 6, A PARIS. A Leipzig et à Paris, chez MM. BROCKHAUS, la traduction de cet ouvrage en allemand, revue par l'auteur, avec les planches de l'édition française.

Prix de l'abonnement: PARIS. 8 Mois... 7 fr. 3 Mois... 3 fr. 6 Mois... 4 fr. 1 An... 24 fr. DÉPARTEMENTS. 8 Mois... 7 fr. 3 Mois... 3 fr. 6 Mois... 4 fr. 1 An... 24 fr. Chez TRABLIT et C^o, pharm., rue J.-J. Rousseau, 21. Parfumerie anglaise. Eau et Poudre balsamique du docteur Jackson, pour parfumer l'haleine, prévenir et guérir les maux de dents. Prix: 3 fr. Poudre, 2 fr. Eau des Princes du docteur Barclay, extrait concentré de parfums exotiques et indigènes. Prix: 2 fr. Eau de Cologne de S. M. Victoria, extrait concentré pour la toilette et le mouchoir. Prix: 1 fr. 50 c. Elixir odontalgique du docteur F. Burdet, pour guérir les maux de dents. Prix: 2 fr. Elixir et Poudre dentifrice du docteur Burdet, 2 fr. et 1 fr. Crème cold cream de Wilson pour nettoyer et blanchir la peau, la rendre souple et douce au toucher. Prix: 2 fr. Pommeade du docteur Perkins et du baron Dupuytren, pour faire croître les cheveux. Prix: 2 fr. avec une brochure. Bains orientaux de Mohammed, poudre balsamique soluble pour adoucir la peau et guérir les maladies. Prix: 2 fr. Eau de Reynolds pour détacher la soie, le drap et le cachemire. Prix: 1 fr. 50 c. Poudre d'Astley Cooper, pour teindre les cheveux en noir fixe, blond et châtain. Prix: 5 fr. Vinaigre parfumé de toilette de Powells. Prix: 2 fr. Essence de vinaigre anglais de Henry et Kolberston, pour les flacons de voyage. Prix: 2 fr. Savons de Tompson. 1 fr. Trois carreaux Windsor, 1 fr. 50 c. — Crème de Naples en pot, 2 fr.

Un sabonne à Paris, RUE NEUVE-VIVIENNE, 36, A l'Office Industriel. Les Lettres doivent être affranchies, et toute demande d'abonnement accompagnée d'un Mandat sur Paris. LES ABONNÉS D'UN AN REÇOIVENT GRATUITEMENT DEUX DESSINS DE MODES PAR MOIS. SOMMAIRE DU 31 DÉCEMBRE. — Beaux Arts. — Sculpture. — Le Groupe de Madeleine de M. Marochetti. — 210,000 francs compromis. — L'Art chrétien et l'Art grec. — Les marbres dégradés. — Le Monument de Molière. — L'Institut vengeur. — Encore un Notaire malheureux. — Une Phrase de M. Alexandre Dumas. — Rancune de la Faculté de Droit. — 10 Victimes sur 12 Candidats. — Les Journaux saisis. — Grand souper oisive. — La Littérature et la Gastronomie. — L'Estaminet de la rue Lepelletier. — Autrefois et Aujourd'hui. — La Nouvelle Thébaïde. — Eglogues et Bucolique. — Les Artistes et les grandes Dames. — Lettre au marquis de Dreux-Brézé. — Lady Cowley n'entend d'aucun oreille. — M. de Rothschild et la Loi de Moïse. — La Nouvelle Fée de Bondy. — Mlle B... et l'Etude de Gros et Tombola. — L'adresse de M. de Boull... — Courrier de SATAN. — MM. Cognard frères. — Griffes, Bibliographie, Nouvelles, etc., etc.

Pharmacie spéciale. Kaïffa d'Orient, nouveau chocolat apéritif pour les déjeuners et pour élever les enfants. Prix: 4 fr. par 12 jours. Savon hydrofuge de Minott, sans odeur, pour rendre les tissus imperméables à l'eau et non à l'air. 1 fr. 20 c. Pommeade anti-ophthalmique pour guérir les maladies des yeux et des paupières. Prix: 1 fr. (feuille de R. gent). Rob de Boyveau-Lafayette, pour guérir les maladies récentes ou anciennes, approuvé par le gouvernement. Prix: 25 fr. Bien faire attention au nom de Boyveau. Elixir du docteur Barry, liqueur de table stomacale et cordiale, débarrassée de l'Anglais et d'Allemagne. Prix: 2 fr. 50 c. Poudre de Seney, contre le gortle et les acrofolies. Prix: 6 fr. Capsules au copahu de Human, breveté du roi, pour guérir les blennorrhagies en quelques jours. Prix: 3 fr.

PRINCIPAUX CORRESPONDANTS: Amiens, Chéron; Bayonne, Lebeuf; Besançon, Desfossez; Bordeaux, Mancel; Bourg, Trablit; Brest, Eresdon; Caen, Guérin; Clermont, Gonod; Havre, Lemaire; Lille, Tripler frères; Lyon, Vernet, Lardet; Le Mans, Mallet; Marseille, Thumin; Metz, Jacquemin; Moulins, Perabon; Nancy, Suard; Nantes, Vidié; Perpignan, Dolveny; Rouen, Beauclair, Esprit; Toulon, Dol; Toulouse, Pons; Tours, Chippaneu; Liège, Peters; Verriers, Elienne. Toute demande de 25 fr. et au-dessus sera revue franco par les consommateurs, MM. les commissionnaires ne jouiront de la franchise du port en sus de leur redevance de 25 pour 100 que s'ils font des demandes de 100 fr., et s'adressent directement à M. TRABLIT, rue Jean-Jacques-Rousseau, 21.

Sociétés commerciales. Suivant écrit sous signatures privées, fait double à Saint-Quentin le 18 décembre 1843, pour M. MONOURY, et à Paris, le 19 du même mois, pour M. LOISEAU, enregistré le 23. MM. Jean-Louis MONOURY aîné, marchand de coton file, demeurant à Saint-Quentin (Aisne), et Jean-Louis-Fleury LOISEAU, négociant, demeurant à Paris, actuellement rue de Malhous, 6. Ont déclaré dissoudre d'un commun accord, à partir du 1^{er} janvier 1844, la société contractée entre eux pour trois, six ou neuf années, au choix de l'une des parties, qui ont commencé le 20 septembre 1841, suivant écrit sous signatures privées, fait double à Saint-Quentin, le 21 dudit mois de septembre, et enregistré le 22. Cette société, dont le siège était établi à Saint-Quentin, avait pour objet la fabrication, l'achat et la vente de tous les articles dits de Saint-Quentin et autres. Chacun des associés était autorisé à gérer, administrer et signer. La liquidation de ladite société sera faite en commun par les parties. Pour extrait conforme: F.-J. LOISEAU. (1573)

TRIBUNAL DE COMMERCE. M. Jean-Baptiste BELLEME, filateur à Caen, demeurant à Evreux. M. Jules TELHARD, négociant, demeurant à Paris, rue des Bourdonnais, 6. Ont modifié ainsi qu'il suit la société en nom collectif établie entre eux par acte sous signatures privées en date à Paris du 30 novembre 1841, enregistré et publié, sous la raison BELLEME et TELHARD, et ayant pour objet l'exploitation du commerce des coutils, qu'ils exercent à Paris, rue des Bourdonnais, 6, et d'une fabrique de coutils, sise à Evreux, rue Tene, 15. Il a été dit que M. Telhard serait, à compter dudit jour 21 décembre 1843, seul gérant de la société. Que la raison sociale serait TELHARD et compagnie, et que la signature sociale appartiendrait à M. Telhard seul. Toutes les autres dispositions de l'acte de société ont été maintenues et confirmées. (1574)

SEPARATIONS DE CORPS et de Biens. Le 30 décembre: Demande en séparation de biens par Emile-Cécile LEBEUVE contre Noël-Pierre CHAULIN, rue St-Honoré, 218, Camprover aisé. DECES et Inhumations. Du 30 décembre 1843. M. Belon, 41 ans, rue St-Honoré, 243. — Mme Roux, 64 ans, rue Caumartin, 17. — Mme veuve Dumont, 74 ans, rue de la Pépinière, 8 bis. — M. Panquet, 22 ans, rue Neuve-Coguenard, 8. — M. Arrivet, 32 ans, faub. Montmartre, 20. — Mme veuve Hanquet, 77 ans, rue de l'Écluseur, 30. — M. Potel, 64 ans, faub. St-Pierre, 89. — Mme Millet, 52 ans, rue Croix-des-Petits-Champs, 50. — Mme Saint-Jean, 56 ans, rue des Déchargeurs, 11. — M. Poisseville, 81 ans, rue de Lancry, 8. — M. Herbel, 88 ans, rue d'Orléans, 11. — M. Thibout, 59 ans, impasse Guémenée, 2. — M. Rest, 82 ans, rue Lenoir, 12. — Mlle Delachant, 21 ans, faub. St-Antoine, 206. — M. Cuthembourg, 62 ans, quai Bourbon, 11. — Mme veuve Sevestre, 79 ans, rue du Dragon, 11. — Mme veuve Alexandre, 71 ans, rue d'Enfer, 24. — M. Lyonnét, 55 ans, rue Pascal, 41. — M. Delaposte, 72 ans, rue des Postes, 32.